



## EDITORIAL

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| LE ZOOM ECONOMIQUE .....  | 2  |
| Quelle reprise de l'activité économique en Turquie après la crise sanitaire ? .....                     | 2  |
| Situation budgétaire de la Turquie au 1 <sup>er</sup> trimestre 2020 .....                              | 5  |
| Les nouvelles mesures économiques et sociales en réponse à la crise du coronavirus en Turquie .....     | 7  |
| La stratégie des bailleries de fonds en Turquie face à la crise du coronavirus .....                    | 8  |
| Le soutien de Türk Eximbank au tissu exportateur turc dans le contexte du coronavirus .....             | 10 |
| STRATEGIES SECTORIELLES .....   | 11 |
| Prévisions de reprise de l'économie réelle en Turquie .....   | 11 |
| Un plan de nature à sauver la saison touristique turque en 2020 ? .....                                 | 13 |
| Impact de la crise du coronavirus sur le secteur de l'énergie en Turquie .....                          | 15 |
| Point sur la situation des transports et de la logistique en Turquie .....                              | 17 |
| Impact de la crise du coronavirus sur le commerce turc de produits agricoles et agro-alimentaires ..... | 18 |
| Les énergies renouvelables en Azerbaïdjan..   | 20 |
| La pétrochimie, fer de lance de la diversification des exportations azerbaïdjanaises .....              | 22 |
| ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI .....                                    | 25 |
| CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE .....  | 26 |
| CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN .....                                  | 27 |

Le Turquie, entre reprise et incertitudes, tente de se projeter dans l'après. La reprise économique accélère depuis mi-mai (p. 2 & 11), un redressement assez vigoureux lié notamment à la mise en place de mesures de confinement moins strictes que dans d'autres pays afin de limiter la destruction de capital et ainsi permettre au secteur productif de redémarrer à plein régime en sortie de crise et de répondre au rebond de la demande. Mais la vigueur et la pérennité de la demande interne (60% du PIB) et externe demeurent encore très incertaines. Tant que l'épidémie n'est pas sous contrôle, la confiance des ménages ne sera pas de retour et la consommation restera limitée. Par ailleurs, près de 50% des exportations turques étant destinés à l'Europe, la récession économique chez certains de ses principaux partenaires pèsera lourdement sur ses exportations qui pourraient diminuer de 20% cette année.

Les milliers de faillites de PME attendues au cours des prochaines semaines font craindre une forte hausse du chômage. Les autorités turques, via notamment des décrets présidentiels, introduisent régulièrement de nouvelles mesures visant à pallier les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire (p. 7). Il s'agit de mesures de court-terme prises en réaction, la Turquie n'ayant que peu de marge budgétaire pour créer un véritable stimulus économique. Le plan de soutien pour l'emploi « Bouclier pour l'emploi » doit apporter des réponses à la dégradation du marché du travail: extension de l'interdiction de licencier, prolongation ou évolution du dispositif de chômage partiel, etc. En l'absence de plan de relance sectoriel, les autorités privilégient (1) la mise en place de mesures ponctuelles très ciblées, visant notamment les secteurs du tourisme (p. 13) ou de l'agriculture (p. 18) via des baisses de TVA, etc. et (2) le soutien à la consommation par la facilitation du crédit, avec notamment de nouvelles offres des banques publiques pour l'achat de produits et d'équipements fabriqués en Turquie.

Au-delà du soutien apporté au tissu productif local en limitant les importations (de nouvelles taxes additionnelles et barrières non tarifaires sont récemment apparues), la Turquie souhaite se positionner comme hub industriel pour l'Europe, fournisseur alternatif de la Chine et ainsi prendre des positions dans les chaînes de valeur mondiales. Un objectif légitime tant il est reconnu que le secteur privé est dynamique et flexible mais une ambition qui ne peut que s'inscrire dans le moyen/long terme car elle repose d'abord sur une reprise des investissements, notamment internationaux qui avaient déjà baissé de 30% en 2019, laquelle dépend de l'amélioration de l'environnement économique et des affaires.

L'Azerbaïdjan réinstalle un régime de confinement en raison de la recrudescence des cas de coronavirus tout en renforçant son programme de soutien économique (notamment aux entreprises) s'appuyant sur un niveau de réserves en devises confortable (réserves de la Banque centrale et du fonds souverain pétrolier Sofaz, lesquelles représentent un peu plus de 100% du PIB) et sur un prix du baril qui a repris un peu de vigueur.

La Géorgie a « dé-confiné » dès le 1<sup>er</sup> juin, sans constater de hausse de nouveaux cas, dans un contexte économique stabilisé. L'économie, qui bénéficie d'un soutien massif des IFIs, n'échappera néanmoins pas à une chute de la croissance de l'ordre de 9%, principalement due à une saison touristique qui n'aura pas lieu, ainsi qu'à une baisse de 40% des IDE.

**Daniel GALLISSAIRES,**

*Chef du Service économique régional d'Ankara*



## LE ZOOM ECONOMIQUE

### Quelle reprise de l'activité économique en Turquie après la crise sanitaire ?

A l'instar de la plupart des pays, les mesures de confinement décidées par l'Exécutif pour juguler la propagation du coronavirus ont eu un impact sensible sur l'activité. Cependant, à partir de la mi-mai, plusieurs indicateurs avancés montrent une inflexion de la conjoncture, que les mesures de dé-confinement progressif, mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> juin, devraient confirmer. Cela étant, l'activité devrait reculer en 2020 tandis que le pays reste structurellement vulnérable à moyen comme à long terme.

***Grâce à des mesures de confinement relativement limitées et à leur levée progressive dès le début du mois de juin, l'activité économique devrait accélérer à très court terme***

La crise sanitaire mondiale et les mesures mises en œuvre pour en limiter la propagation ont porté un coup d'arrêt à la croissance en Turquie. A l'instar de la plupart des pays, la Turquie a mis en œuvre des mesures à la fois très contraignantes tout en demeurant relativement accommodantes :

- Très contraignantes, parce que du jour au lendemain, l'Exécutif a décidé de mettre une partie de l'activité économique à l'arrêt (transport, tourisme, café-hôtels-restaurants, grande distribution en particulier : 270 000 commerces ont été ainsi fermés), ou incité au développement du télétravail, tandis qu'une partie de la population a été confinée (population âgée de -20 ans et de +65 ans, ce qui n'est pas neutre dans un pays où 1,4 M de personnes de ces classes d'âge avaient un emploi rémunéré),
- Relativement accommodante car, hormis quelques week-ends et des restrictions portées aux déplacements inter-cités, seuls 40% de la population étaient confinés (hors week-end de confinement total), permettant à une partie importante de la population de conserver une activité économique, même à un rythme ralenti. Ainsi, à Istanbul, 50% de la population a continué à travailler comme avant la crise.
- Cette politique de compromis était principalement guidée par une situation sanitaire moins dégradée que dans la plupart des pays de l'UE, ne nécessitant pas, selon l'Exécutif, de mesures très coercitives sur une longue durée, et par la fragilité économique

(hausse des NPL, endettement en devises important, dégradation de la situation financière des entreprises, etc.) et sociale (1 million de chômeurs en plus depuis 2018, environ 4 millions de réfugiés, filets sociaux très rudimentaires, etc.) accrue du pays au sortir de la récession de 2018.

In fine, l'impact de la crise sanitaire sera important mais moins élevé que dans les pays ayant opté pour la mise en œuvre d'un confinement plus sévère. Ainsi, si le PIB du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 a progressé de 4,5% en g.a, celui du 2<sup>ème</sup> trimestre devrait afficher un recul de 10%, lié à une baisse de la consommation des ménages (baisse des ventes de détail de 21% en volume et de 13,6% en valeur en avril, en g.a), de la production industrielle (-31% au mois d'avril en g.a) et des services (baisse des revenus du tourisme de 11,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 en g.a).

La situation économique devrait se redresser plus rapidement que dans les pays développés. Ce redressement est lié à trois facteurs. Le premier est lié aux mesures de confinement moins strictes précitées pour limiter l'impact économique et social de la crise sanitaire : hormis quelques secteurs d'activité bien identifiés (industrie automobile durant un mois, tourisme, transport, lieux de sociabilisation), l'activité économique n'a pas été mise à l'arrêt, ce qui en limitera l'impact négatif sur le PIB annuel et permettra un redémarrage plus rapide de la croissance. Le deuxième tient aux différents trains de mesures décidés par l'Exécutif. Certaines mesures visent à alléger l'impact financier de la crise sanitaire pour les ménages et les entreprises (extension du salaire minimum, baisse de la TVA pour les activités du secteur touristique ou du transport, différé de remboursement pour les échéances de prêts, etc.). D'autres ont pour objectif de stimuler l'activité économique via des mesures budgétaires (primes, réduction de la taxation, aides diverses) ou de politique monétaire (réduction de 300 ppb du principal taux directeur depuis le début de l'année par exemple). Enfin, le troisième est lié aux décisions de dé-confinement prises plus rapidement qu'anticipés (dès le 1<sup>er</sup> juin) et qui laissent présager un retour à une situation économique normale plus vite qu'envisagée initialement.

Ces trois facteurs joueront favorablement sur le rythme de la reprise économique en Turquie. Ainsi, les indicateurs les plus avancés disponibles (consommation d'électricité et montant des achats par carte de crédit) montrent un net redressement de la consommation privée (laquelle représente près de 60% du PIB) dès la

deuxième quinzaine du mois de mai. La reprise des transports aériens, du tourisme et des exportations en lien avec l'accroissement prévisible de la demande mondiale devrait avoir un impact positif dès le début du second semestre de l'année 2020 : le PIB du troisième trimestre de l'année 2020 devrait ainsi être proche de l'équilibre avant d'accélérer durant le quatrième trimestre de l'année. In fine, si plus aucune institution n'anticipe une croissance positive sur l'ensemble de l'année 2020 (scénario toujours privilégié par le ministre des Finances), la contraction pourrait atteindre entre 3,5% et 5% du PIB, soit une contraction deux fois plus faible que celle prévue en France (-8,2% en 2020).

***Le scénario de redressement de l'activité économique est entouré d'une grande marge d'incertitude***

Structurellement plus volatile que celle de la plupart des grands pays émergents, l'exercice de prévision économique est entouré d'une plus grande incertitude. En premier lieu, le rythme de la croissance turque sera dans une large mesure dépendant de facteurs externes. Que ce soit la croissance de ses principaux clients (l'UE représente 41,3% des exportations turques sur les 4 premiers mois de l'année. Selon la Commission européenne, la contraction de l'activité pourrait atteindre 7,5% en 2020, ce qui aura un impact négatif significatif sur les importations des pays de l'UE) et de leur demande pour les importations de produits et services turcs ou des facteurs spécifiques à certains secteurs d'activités cruciaux pour l'économie turque. Enfin, avec la levée différenciée dans le temps des mesures de confinement dans les autres pays et la reprise du transport aérien, le nombre de nouvelles infections au coronavirus progresse de nouveau dans certains pays (Chine notamment, mais c'est aussi le cas en Turquie) laissant craindre une seconde vague de contamination, ce qui aurait de nouveau un impact négatif sur l'activité. Estimée entre 3,5% et 5% dans le cas d'une vague unique de contamination, la contraction de l'économie turque pourrait dépasser 8% en cas de seconde vague.

En deuxième lieu, le rythme de la reprise économique dépendra des mesures mises spécifiquement en œuvre par l'Exécutif pour limiter l'impact négatif de la crise sanitaire sur les ménages et les entreprises. Or, la plus grande partie de l'effort consentie par l'Etat jusqu'à présent est représentée par des engagements hors bilan, des prêts concessionnels, des reports de paiement de taxes et d'échéances de prêts. Ces mesures sont estimées à 5,5% du PIB par le ministre des Finances tandis que l'effort budgétaire (transferts sociaux, allocations chômage et de travail partiel par

exemple) ne représenterait que 2% du PIB. A ce stade, les mesures budgétaires et sectorielles décidées par l'Exécutif ont principalement visé à alléger l'impact financier immédiat de la crise sanitaire sur les revenus des ménages et sur la situation financière des entreprises. Mais de nouvelles mesures seront certainement nécessaires pour relancer et stimuler l'activité.

Les mesures de soutien à l'économie paraissent limitées au regard des conséquences économiques de la crise sanitaire. Ainsi, un plan pour l'emploi a été annoncé par l'Exécutif afin de pallier l'impact de la récession attendue sur l'emploi (30% de la population active pourrait être au chômage selon certains économistes, contre 13% à la fin du mois de mars 2020) et soutenir ainsi la consommation privée, principal moteur de la croissance. Par ailleurs, ce plan devrait également apaiser en partie les tensions sociales liées à la perte des revenus d'activité d'une partie de la population active : seuls 2 millions de personnes bénéficieraient d'une indemnité de chômage alors que le nombre de personnes ayant perdu des revenus liés à un emploi, déclaré ou non déclaré, serait d'environ 10 millions. Dans le même ordre d'idées, trois banques publiques ont annoncé la distribution de prêts assortis de conditions financières avantageuses afin de stimuler la vente de logements et de certains biens d'équipement notamment.

S'agissant des entreprises, la Kosgeb a relevé son plafond de prêt annuel pour les PME de 300 000 TRY à 3 M TRY tandis que la Banque centrale allouera 2,6 Mds EUR des fonds destinés initialement au réescompte des crédits à l'exportation pour financer des projets d'investissements du secteur privé. Enfin, l'exécutif a annoncé un plan visant à stimuler l'activité dans les zones franches et pour les activités de haute technologie. Par ailleurs, la politique monétaire, jugée excessivement accommodante avec un taux d'intérêt réel de -3,5%, constitue un facteur de soutien pour le financement de l'activité et des investissements des entreprises, ce qui est particulièrement important pour renforcer leur productivité alors que l'investissement a diminué de 1,4% au premier trimestre 2020 en g.a, marquant le 7<sup>ème</sup> trimestre consécutif de baisse des investissements privés (l'investissement privé ne contribue plus qu'à hauteur de 25% à la formation du PIB contre 31% avant la crise de l'été 2018). Cela étant, aucun véritable plan stratégique d'aides sectorielles n'a été annoncé jusqu'à présent afin de stimuler l'activité économique, ce qui relance des spéculations quant à la reprise de grands projets d'infrastructure (canal

d'Istanbul, projet « triple deck », etc.), un des traditionnels catalyseurs pour soutenir la croissance utilisé par le Pdt Erdoğan.

***Déjà accentuées par la récession de la fin de l'année 2018, les fragilités structurelles de l'économie turque vont être intensifiées par les conséquences économiques de la crise sanitaire***

Principal atout de l'économie turque jusqu'ici, les finances publiques peuvent devenir un point d'attention à moyen terme. L'impact de la crise sanitaire sera sensible en 2020 : la baisse des recettes liées à la contraction de l'activité et l'augmentation des dépenses de santé et des mesures mises en œuvre pour alléger les conséquences financières de cette crise sur les ménages et les entreprises creuseront le déficit public bien au-delà des anticipations de l'Exécutif (2,9%) : le déficit public atteindrait ainsi plus de 5% du PIB tandis que la dette publique pourrait progresser de 10 points de PIB et dépasser 40% de la richesse nationale produite (pour mémoire, la dette publique représente 32,3% du PIB en 2019).

Plus que le niveau de la dette, modeste au regard des comparaisons internationales, les charges d'intérêt peuvent devenir un sujet de préoccupation. Depuis le début de l'année, l'augmentation des primes de risque, tandis que le taux des obligations d'Etat à 10 ans s'élève à 12,4%, un taux comparable à celui enregistré à la fin de l'année 2019 (alors que le principal taux directeur de la Banque centrale a été réduit de 375 pbb), souligne la défiance des investisseurs à l'égard de la dette turque et accroît le coût des mesures financées par endettement. A cet égard, les mesures de relance et d'aides aux entreprises relativement modestes peuvent en partie s'expliquer par les difficultés à les financer et ce d'autant plus que la limite d'achat de titres publics par la Banque centrale (laquelle avait été portée de 5% à 10% du bilan de l'Institut d'émission au mois de mars dernier) est déjà atteinte et n'offre donc plus de marge de manœuvre pour la monétisation du déficit public.

Dans le même ordre d'idées, le creusement du déficit de la balance des comptes courants redevient un sujet de préoccupation. Si la récession de la fin de l'année 2018 avait permis de résorber le déficit de la balance des comptes courants, puis d'enregistrer un excédent (1,2% du PIB en 2019), grâce notamment à un recul des importations plus prononcé que celui des exportations, la situation s'est inversée à partir du mois de mars 2020 sous l'effet principalement d'un effondrement des

exportations : le déficit des comptes courants pourrait dépasser 5% du PIB en 2020.

Le creusement du déficit des comptes courants relance les craintes entourant la valeur de la monnaie locale et la capacité de l'Etat et de la Banque centrale à la défendre. Le taux de change de la monnaie locale est sous pression en raison du tarissement des sources de rentrées de devises (tourisme, IDE) et des retraits de capitaux (les ventes nettes de titres de portefeuilles dépassent 10 Mds USD depuis le début de l'année) par les investisseurs étrangers dans un mouvement de « flight to quality ». Cette situation accentue les effets d'une politique monétaire exagérément accommodante pour stimuler la croissance à partir du second semestre de l'année 2019 (le principal taux directeur est passé de 24% à 8,25% en moins d'un an alors que l'inflation a accéléré au mois de mai 2020 - 11,39% en g.a-, ce qui entraîne un taux d'intérêt réel négatif d'environ -3%).

Depuis le début de l'année, la monnaie locale s'est dépréciée de 15% vis-à-vis de l'euro et de l'USD et l'Etat comme la Banque centrale peinent à enrayer cette tendance. Le premier parce qu'il a déjà vendu 45 Mds USD de devises sur les quatre premiers mois de l'année (contre 40 Mds USD sur l'ensemble de l'année 2019) pour soutenir la valeur de la lire et la seconde parce qu'elle est confrontée à une diminution de ses réserves de change, tant en montant brut (92 Mds USD au début du mois de juin 2020, équivalent à 5 mois d'importations en 2019, contre 106 Mds USD à la fin de l'année 2019) que net (montant négatif si on exclut les swaps avec les banques commerciales et les banques centrales étrangères –Chine et Qatar). La marge de manœuvre paraît désormais limitée pour l'Etat, sauf si les rentrées de devises reprennent (exportations, recettes touristiques, investissements de portefeuille) comme pour la Banque centrale : un renforcement des fonds propres (largement amputés par les transferts réalisés au profit de l'Etat depuis 2019) ou un recours à l'endettement, notamment auprès du FMI, sont exclus à ce stade. L'Institut d'émission peut toujours mobiliser une partie croissante des dépôts en devises dans les banques (près de 200 Mds USD à la fin du mois de mai 2020) via des opérations de swaps ou via les réserves obligatoires, ce qui limite les risques d'une dévaluation à court terme, mais nécessite le maintien de la confiance des acteurs économiques dans le système bancaire turc et ampute d'autant les capacités à financer les entreprises.

*A ce stade, l'impact économique de la crise sanitaire paraît plus contenu et l'activité devrait redémarrer plus vigoureusement et plus tôt que dans les pays de l'UE, par exemple, grâce à des mesures moins drastiques et mises en œuvre sur une durée plus courte. Néanmoins, le scénario d'une croissance positive en 2020, toujours officiellement envisagée par le ministre des Finances, paraît hors d'atteinte. La contraction du PIB pourrait atteindre entre 3,5% et 5% en cas de vague épidémique unique mais dépasser 8% en cas de seconde vague. Les mesures mises en œuvre jusqu'à présent pour pallier l'impact financier de la crise ont surtout visé à alléger les contraintes de liquidité pesant sur les ménages et les entreprises sur le court terme. La relance de l'activité nécessitera la mise en œuvre de mesures plus structurelles. Après la récession de la fin de l'année 2018, cette crise sanitaire dégrade significativement la situation macroéconomique du pays et les déséquilibres structurels liés au modèle de développement du pays. La dépréciation de la valeur de la monnaie locale constitue le principal risque même si le risque d'une dévaluation semble écarté à ce stade.*

## Situation budgétaire de la Turquie au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Pour l'année 2020, le gouvernement avait prévu un déficit public équivalent à celui enregistré en 2019 (2,9% du PIB) ainsi qu'une hausse des recettes et des dépenses, respectivement de 10% et 10,4% en g.a. Malgré la crise du coronavirus et son impact négatif sur les comptes publics, le gouvernement n'a toujours pas révisé ses prévisions budgétaires, tablant toujours sur un déficit de 2,9% du PIB, sur la base d'une croissance économique de 5% (alors que le ministre des Finances Albayrak a officiellement révisé l'objectif de croissance de l'activité, autour de 0%). Or, avec l'accélération des dépenses (+15,6% en g.a) et la baisse drastique des recettes (-45% en g.m) enregistrées au mois de mars, ces objectifs paraissent dorénavant exagérément optimistes et le financement du plan de soutien (dont le montant, qui a plus que doublé, s'élève à 240 Mds TRY en mai, soit 32,3 Mds EUR) incertain.

***La politique budgétaire mise en œuvre par le gouvernement, perturbée par la crise du coronavirus, présente des résultats contrastés***

Le déficit budgétaire atteint un niveau record en mars.

Le budget du gouvernement central pour l'année 2020 adopté dans la lignée des objectifs d'assainissement des finances publiques du Nouveau Programme Économique (NEP) et fondé sur une prévision de

croissance économique annuelle de 5%, prévoyait un déficit de 2,9% du PIB (138,9 Mds TRY, soit 18,7 Mds EUR) ainsi qu'une hausse des dépenses (1095,5 Mds TRY, soit 147 Mds EUR, +10,4% en g.a) et des recettes (956,6 Mds TRY, soit 129 Mds EUR, +10% en g.a).

Sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année, le déficit budgétaire a atteint 29,6 Mds TRY (4 Mds EUR, -18,2% en g.a), soit moins du quart (21,3%) de l'objectif fixé par le gouvernement pour l'ensemble de l'année, tandis que l'excédent du solde primaire s'est élevé à 8,7 Mds TRY (1,2 Mds EUR). Cette relativement bonne performance tient principalement aux bons résultats enregistrés au début de l'année : les recettes ont excédé les dépenses de 21,5 Mds TRY, soit 2,9 Mds EUR (un niveau record sur un mois) en janvier 2020 et le déficit est resté contenu en février (7,4 Mds TRY, soit 996 M EUR, -56,1% en g.a), tandis que le déficit se creusait nettement au mois de mars : 43,7 Mds TRY (5,0 Mds EUR, +78,6% en g.a), soit un niveau historiquement élevé (à titre de comparaison, sur l'ensemble de l'année 2017, le déficit budgétaire s'élevait à 47,7 Mds TRY). Il en est de même pour le solde primaire dont le déficit a atteint son zénith en mars (32,4 Mds TRY, soit 4,4 Mds EUR, en hausse de 147,2% en g.a.).

### Les dépenses ont accéléré en mars

Les dépenses, qui s'élèvent à 285,3 Mds TRY (38,4 Mds EUR) sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année (+12,1% en g.a), ont nettement progressé en mars (+15,6% en g.a), en raison de la mise en place rapide par l'Exécutif (le 18 mars, soit une semaine après l'annonce du premier cas de contamination) de son plan d'action (« Bouclier de stabilité économique ») en réponse à la crise du coronavirus. Sur l'ensemble du trimestre, les dépenses ont été tirées à la hausse par les dépenses de personnel (+18,9% en g.a), malgré l'engagement du gouvernement de les limiter (Cf. 11<sup>ème</sup> plan de développement présenté par la Présidence en septembre 2019 et toujours en vigueur à ce jour), ainsi que par les transferts courants (+15,7% en g.a), qui, en mars, ont atteint un niveau inégalé depuis août 2019 en raison des transferts sociaux exceptionnels décidés par l'Exécutif. Cela étant, les dépenses d'investissements ont significativement diminué (-15% en g.a), ramenées en-deçà de 4 Mds TRY (538 M EUR) dès février 2020, en raison de l'ajournement de certains grands projets (ce malgré un programme d'investissements ambitieux pour l'année 2020, environ 10 Mds EUR, en hausse de 17,9% par rapport à 2019).

Finalement, sur le 1<sup>er</sup> trimestre, un peu plus du quart des dépenses prévues par le budget annuel a été réalisé. Néanmoins, leur progression significative en mars augure l'impact négatif de la crise sanitaire sur les dépenses publiques.

L'augmentation des recettes au début de l'année a été freinée par les mesures exceptionnelles mises en œuvre en réponse à la crise du coronavirus

Les recettes fiscales ont augmenté de 14,2% en g.a sur l'ensemble du trimestre, soutenues par une demande élevée sur les deux premiers mois de l'année dans un contexte d'accélération de la reprise économique (hausse des recettes tirées de l'ÖTV, de la TVA à l'importation et de l'impôt sur les sociétés) et en lien avec l'entrée en application, en 2020, de plusieurs provisions dans le cadre de la nouvelle loi fiscale de décembre 2019 (élargissement de l'assiette fiscale de certaines taxes et impôts, hausse de l'impôt sur le revenu des footballeurs, etc.), conformément aux objectifs fixés par le 11<sup>ème</sup> plan de développement en matière fiscale. Toutefois, dès le mois de mars, la baisse de l'activité économique et la contraction de la consommation causées par la crise sanitaire ainsi que les mesures budgétaires exceptionnelles instaurées par le gouvernement ont entraîné une contraction des recettes fiscales, lesquelles ont été réduites de moitié par rapport au mois précédent. Ainsi, en mars, les recettes tirées de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de la TVA sur l'importation ont diminué respectivement de 16,5%, 35,7% et de 7,7% en g.a, tandis que le report de paiement de la TVA décidé par l'Exécutif a représenté un manque à gagner de 4,9 Mds TRY (659 M EUR).

Les recettes non fiscales ont également augmenté sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre (+24% en g.a) principalement grâce à la distribution du profit de la Banque centrale (35,2 Mds TRY, soit 4,7 Mds EUR) et au transfert de ses réserves d'urgence (5,3 Mds TRY, soit 713 M EUR) au Trésor en janvier 2020. L'État ne pourra toutefois plus compter sur ces transferts exceptionnels, et les recettes non fiscales ont ainsi sensiblement diminué en février (-77% en g.m) et en mars (-23% en g.a).

Finalement, sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année, les recettes ont atteint 255,7 Mds TRY (34,4 Mds EUR), en hausse de 17,2% en g.a, soit un peu plus du quart des recettes prévues par le budget annuel sur l'ensemble de l'année, principalement grâce à la distribution de profit de la

Banque centrale et aux bonnes performances du début d'année.

***Le déficit budgétaire devrait être supérieur aux objectifs du gouvernement, dont le plan de soutien en réponse à la crise sanitaire fait face à un financement incertain***

Le déficit budgétaire continuera à se creuser et, sur l'ensemble de l'année 2020 dépassera la prévision du gouvernement

L'Exécutif n'a pas actualisé ses prévisions budgétaires, le NEP (qui prévoit de ramener le déficit budgétaire à 2,6% du PIB à l'horizon 2022) demeurant le cadre stratégique de l'action gouvernementale et le budget étant construit sur l'hypothèse d'une croissance économique de 5%. Cela étant, le creusement du déficit budgétaire en mars, dans des proportions inédites, et des perspectives mitigées pour les mois à venir (intensité et délai de la reprise économique, impact du chômage, lequel atteint 13,6% de la population active en février, etc.) laissent présager un creusement du déficit budgétaire en 2020, plus élevé que prévu (2,9 % du PIB en 2020) : S&P Global prévoit ainsi un déficit budgétaire autour de 5% du PIB. Ce creusement du déficit budgétaire peut s'expliquer par :

- la contraction de l'activité : elle atteindrait -10% au second trimestre et pourrait, en cas de rebond de l'activité durant le second semestre, s'élever entre -5% et -3% du PIB selon la plupart des économistes. Cette baisse de l'activité a un impact mécanique négatif sur les rentrées budgétaires (notamment fiscales) et les dépenses (notamment transferts sociaux)
- la politique budgétaire très accommodante mise en œuvre afin de limiter les tensions de trésorerie des entreprises et des ménages à travers des mesures de soutien budgétaire et des mesures pour différer ou diminuer la pression fiscale. Les mesures de soutien annoncées par le Président Erdoğan mi-mars, dont le coût s'élève dorénavant à 240 Mds TRY (32,3 Mds EUR soit 5% du PIB), auront un impact très significatif sur les dépenses publiques.

Le financement du déficit budgétaire est la principale pierre d'achoppement du gouvernement

Les ressources financières de l'État, et notamment fiscales, sont insuffisantes pour faire face au coût croissant des mesures exceptionnelles mises en place pour contenir les effets de la crise. Or, bien que la dette publique ne représente que 33,1% du PIB et devrait dépasser les 40% du PIB en 2020, soit un niveau modéré par rapport à la moyenne l'UE, son coût sera

sensiblement plus élevé qu'en 2019. D'une part, car le taux des obligations d'État à dix ans se tend et dépasse les 13% depuis le début de la crise sanitaire, augmentation néanmoins limitée par le programme d'assouplissement quantitatif annoncé par la Banque centrale turque le 31 mars et le nouveau ratio d'actifs mis en place par le régulateur turc, lequel peut inciter les banques turques à acheter de la dette souveraine. D'autre part, car les primes de risque turques demeurent élevées (les CDS ont atteint 650 pb en avril, soit un niveau bien supérieur à celui relevé à la fin de l'été 2018, au plus fort de la crise des changes), reflétant la méfiance des marchés financiers internationaux vis-à-vis de la dette turque et renchérissant davantage son coût. Enfin, car, malgré la dépréciation de la lire turque (qui a perdu respectivement 8,23% et 10,60% de sa valeur face à l'euro et au dollar, sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre), la stratégie de financement du déficit n'a pas changé, l'État ayant toujours recours à un endettement en devises dans une proportion croissante. Ainsi, en février 2020, 51,9% de la dette brute du gouvernement central était libellée en devises, soit un niveau inédit, et, sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre, les émissions sur les marchés extérieurs (en devises) représentaient un tiers des émissions totales, tandis que plus de la moitié des émissions sur le marché domestique était libellée en devises.

In fine, au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, la charge de la dette a augmenté de 14,6% en g.a et, en avril, a atteint un niveau historique (17 Mds TRY, soit 2,3 Mds EUR, +235% en g.a). Le Trésor prévoit d'ailleurs une augmentation durable de la charge de la dette publique domestique, qui devrait s'établir à 89,2 Mds TRY (12 Mds EUR) sur l'ensemble de l'année, soit une augmentation de 22% en g.a.

A ce stade, le gouvernement mise sur le marché intérieur pour se financer à travers, d'une part, la Banque centrale, qui va accélérer ses rachats de dette souveraine et, d'autre part, à travers l'achat d'obligations d'État par les banques turques, qui détiennent en mars 47,2% de la dette publique, contre 42% à la même période de l'année passée.

*La situation budgétaire de la Turquie au 1<sup>er</sup> trimestre est très contrastée, à l'image de la situation générale de son économie : le gouvernement a profité, sur le début d'année, de rentrées fiscales à un niveau historique et des transferts de la Banque centrale mais, en mars, a été confronté à un déficit budgétaire inédit. La récession économique prévue en 2020 entraînera une diminution*

*inexorable des recettes, entamée en mars, tandis que le plan de soutien prévu par l'Exécutif en réponse à la crise du coronavirus, dont le montant a déjà doublé et devrait encore augmenter en raison des perspectives mitigées de l'économie à moyen terme, pèsera très lourdement sur les dépenses, rendant caducs les objectifs budgétaires du gouvernement et augmentant davantage le poids de sa dette.*

## Les nouvelles mesures économiques et sociales en réponse à la crise du coronavirus en Turquie

Les autorités turques continuent d'introduire de nouvelles mesures visant à pallier les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire via des décrets présidentiels, des décisions des organismes de régulation et des mesures prises par les établissements financiers. Les mesures introduites pèseront sur le budget de l'Etat (voir article ci-dessus) mais la priorité affichée est bien la poursuite de l'activité et le maintien de l'emploi.

### ***Nouveau programme de crédits des banques publiques***

Le 1<sup>er</sup> juin 2020, trois banques d'État (Ziraat Bank, VakifBank et Halkbank), ont annoncé de nouvelles offres de prêts pour l'achat de biens immobiliers, de véhicules, de produits fabriqués localement ainsi que pour des dépenses de vacances assortis de conditions financières avantageuses :

- Immobilier résidentiel : maturité allant jusqu'à 15 ans avec une période de différé pouvant aller jusqu'à 12 mois et un taux d'intérêt à partir de 0,64% par mois pour les biens neufs et 0,74% dans l'ancien. Le montant est plafonné à 500 000 TRY et à 750 000 TRY pour les biens localisés à Istanbul, Ankara et Izmir
- Véhicules : le taux des prêts proposés sera compris entre 0,49% à 0,69% par mois pour les voitures neuves et de 0,82% pour l'achat d'une voiture d'occasion ou d'un véhicule utilitaire.
- Electroménagers et dépenses engagées pour les vacances : soutien pour le financement d'achats produits en Turquie (électronique, produits blancs, textile, etc.) et pour les séjours réservés dans les agences de voyage

Ce programme, le plus important depuis la mise en place du Fonds de Garantie de Crédits (KGF) en 2017, vise à stimuler l'activité des secteurs qui contribuent le plus à la croissance (automobile, construction et tourisme).

### **Mesures prises par les institutions de régulation**

Le régulateur des marchés turc (SPK) a exempté les entreprises publiques de certaines restrictions aux fusions afin de leur permettre de se restructurer plus facilement depuis le 30 mai. Les entreprises publiques cotées en bourse sont ainsi exemptées des restrictions liées aux fusions d'entreprises et du délai nécessaire pour vendre leurs actions après un rachat.

L'Agence de supervision et de régulation bancaire (BDDK) a de son côté modifié le calcul de l'« Asset Ratio » (AR) applicable aux banques depuis le 17 avril dernier. Depuis le 1<sup>er</sup> juin, le nouveau calcul encourage davantage les banques à accorder des crédits à l'économie réelle en limitant leur possibilité d'arbitrer entre une diminution de la rémunération des dépôts et l'augmentation de leur production pour respecter ce nouveau ratio. Les banques présentant un ratio inférieur à 100% s'exposent à une amende.

La Banque centrale a de nouveau augmenté son plafond de transactions de swap de devises avec les banques locales, qui peuvent désormais atteindre 50% des transactions en devises des banques, contre 40% auparavant. Cette mesure effective depuis le 27 mai, fait suite à deux hausses précédentes.

Par ailleurs, afin de ralentir la dépréciation de la monnaie locale, la taxe sur les achats de devises étrangères a été augmentée à 1% (contre 0,2% auparavant) le 22 mai dernier. La taxe ne s'applique pas au marché interbancaire, aux achats réalisés par le Trésor turc ni aux exportateurs ou aux remboursements de prêts en devises. Depuis la réintroduction de cette taxe en 2019, le volume d'échange moyen sur le marché spot TRY/FX local a diminué de plus de 40% (2,05 Mds USD par jour en moyenne en avril).

### **Mesures sectorielles**

Le 9 juin 2020, le décret présidentiel concernant l'« aide aux activités numériques des secteurs de services générateurs de devises » soutient les entreprises et organisations dans leurs opérations de marketing numérique par le biais du Fonds de soutien et de stabilisation des prix. Ce soutien concerne par exemple le soutien l'organisation de foire virtuelle.

Le même jour, un autre décret présidentiel relatif au « soutien des zones franches spécialisées » a été adopté. Il vise à soutenir les dépenses des entreprises installées dans des zones franches dans le but d'accroître leur compétitivité internationale, notamment celles de fabrication de produits ayant une

forte composante en R&D, de haute technologie ou à forte valeur ajoutée.

### **Mesures sociales**

Le plan de soutien à l'emploi, « Bouclier de l'emploi », annoncé par le Président Erdoğan (non publié à ce stade) prévoit que la contribution de la part patronale au Fonds de l'assurance de chômage sera progressivement portée de 2% à 4%. Le montant cumulé dans ce Fonds a atteint au mois de mai 127,3 Mds TRY dont 5,3 Mds TRY ont été déboursés pour le paiement de l'allocation de travail de courte durée au profit de 3,2 millions d'employés.

Par ailleurs, la ministre de la Famille, du travail et des Services sociaux a commencé à dévoiler quelques aspects du plan. Il prévoira notamment l'interdiction des licenciements et l'utilisation du Fonds de l'assurance de chômage pour le paiement d'indemnités en cas de congés sans solde seront prolongées pour une durée de 3 mois supplémentaires. Par ailleurs, l'emploi des personnes âgées de moins de 25 et de plus de 50 ans sera soutenu ainsi que les primes de retraite des personnes qui ont repris une activité durant 12 mois après avoir bénéficié d'indemnités de chômage durant la crise C-19 (pour une durée maximale de 3 mois).

*Les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire pourraient se prolonger durant les deux prochaines années. L'accélération de la distribution des crédits pour stimuler la demande est certes importante, mais elle accroît également l'endettement des ménages et des entreprises ce qui peut détériorer la qualité du bilan des banques et creuser le déficit budgétaire en cas de prolongement de la crise. Outre de nouvelles offres de crédits et de report de paiement des impôts, le nouveau plan pour l'emploi, dont la publication devrait intervenir prochainement, pourrait intégrer une hausse des prestations directes, une extension pour 3 mois du chômage partiel (ou la mise en place d'un nouveau dispositif) et un recours accru au Fonds de l'assurance chômage.*

### **La stratégie des bailleurs de fonds en Turquie face à la crise du coronavirus**

Déjà très actifs avant la pandémie, l'exposition des bailleurs de fonds en Turquie a augmenté significativement en raison des besoins de financement élevés liés aux mesures mises en œuvre afin de lutter contre les effets de la crise sanitaire. Ainsi, la BERD et la Banque mondiale ont élaboré des stratégies spécifiques afin de renforcer la résilience du secteur privé (banques

en premier lieu) et du système de santé, particulièrement sollicités dans le contexte actuel.

***La BERD et la Banque mondiale ont élaboré des programmes pour lutter contre les effets économiques de la crise sanitaire en Turquie, un de leurs principaux pays d'exposition***

Les bailleurs de fonds répondent aux fragilités de l'économie turque, amplifiées par la crise sanitaire. Avec environ 4 Mds USD de prêts distribués en 2019 (Groupe Banque mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement –BERD-, Banque européenne d'investissements –BEI-, Banque islamique de développement –IsDB-, Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures –AIIB-), les principales banques multilatérales et institutions financières internationales sont particulièrement actives en Turquie, qui est le deuxième pays d'intervention de la Banque mondiale (Société financière internationale et Banque internationale pour la reconstruction et le développement) -le portefeuille de prêts est d'environ 10 Mds USD en 2019 - et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (le portefeuille de prêts est de 7,3 Mds USD). Alors que les institutions locales sont généralement réticentes à distribuer des prêts sur le long terme, les bailleurs de fonds proposent des sources de financement à long terme, assortis de conditions financières plus avantageuses que celles des prêts des banques locales et destinés à des projets qui ne constituent pas le cœur de cible privilégié des banques turques, compensant ainsi l'accès restreint aux financements auquel font face les entreprises, banques ou établissements publics turcs, exacerbé par la crise du coronavirus.

Dans le cadre de leur programme international d'assistance face à la crise sanitaire, la BERD et la Banque mondiale ont mis en œuvre des stratégies spécifiques pour la Turquie. La stratégie de la BERD en Turquie s'inscrit dans le cadre du programme de solidarité mis en œuvre dès le mois de mars par la banque dans l'ensemble de ces pays d'intervention. Ce programme (s'étendant jusqu'en 2021), d'un montant provisionnel total de 21 Mds EUR, propose, premièrement, des financements (de long terme) des besoins en fonds de roulement et en liquidité à court terme, deuxièmement, une accélération des financements dans le cadre des Programmes de facilitation du commerce (TFP) et, enfin, un soutien financier spécifique aux infrastructures jugées indispensables. De même, la stratégie de la Banque mondiale en Turquie s'inscrit dans le cadre de

l'enveloppe d'aide de 160 Mds USD proposée sur les quinze prochains mois afin de porter assistance aux pays émergents. A cet égard, la Turquie fait partie des vingt-cinq premiers pays identifiés par la banque, dès le mois d'avril dernier, pour bénéficier d'une aide financière qui, à la mi-mai, concernait cent pays en développement affectés par la crise sanitaire.

***La stratégie de la BERD et de la Banque mondiale en Turquie, dont l'engagement cumulé s'élève à près de 650 M USD, est principalement axée sur le secteur bancaire et sur le système de santé***

La stratégie de la BERD en Turquie (540 M USD) vise principalement à financer le secteur privé. Elle est particulièrement destinée à financer le besoin de liquidité à court terme et le besoin en fonds de roulement du secteur privé. A plus long terme, la banque estime qu'une aide à la restructuration des prêts pourrait être nécessaire si la situation économique de la Turquie se détériore significativement, de même qu'une accélération des financements afin de soutenir, d'une part, le financement des PME et, d'autre part, les prêts en monnaie locale. En juin, la BERD était engagée à hauteur de 514 M USD en Turquie, dont 360 M USD sous forme de prêts aux banques afin de soutenir leur activité de distribution du crédit. Par ailleurs, ces prêts peuvent s'accompagner de Programmes d'aide à l'activité commerciale (154,5 M USD distribués à ce stade, sous forme de garanties et d'avances de trésorerie) qui permettent de financer les exportations et importations de biens depuis la Turquie. Si la stratégie de la BERD est principalement axée sur le secteur bancaire, la banque prévoit de distribuer prochainement un prêt souverain d'environ 130 M EUR (non encore approuvé à ce stade) au ministère turc de la Santé afin de financer l'achat de respirateurs et d'appareils de contrôle de soins intensifs, ainsi que d'autres équipements médicaux d'urgence nécessaires aux hôpitaux publics.

La Banque mondiale soutient le système de santé turc, à travers un prêt souverain de 100 M USD. La stratégie de la banque est concentrée sur le soutien au système de santé turc via, premièrement, le financement des procédures de dépistage, de surveillance et de suivi de l'évolution du coronavirus en Turquie ainsi que l'approvisionnement en équipements médicaux de première nécessité (tests de dépistage rapides, écouvillon, frottis, tabliers, masques, gants, désinfectants, etc.) deuxièmement, via le financement de l'équipement médical nécessaire au diagnostic et au traitement des patients atteints du virus et placés en

soins intensifs (respirateurs, appareils de contrôle de soins intensifs, etc.) et, enfin, via le soutien à la politique de santé publique visant à sensibiliser la population et à veiller à ce que les personnes vulnérables aient accès aux services de santé. Le prêt, d'une durée de deux années, permettra à la Turquie de mieux contrôler la propagation du virus en Turquie, d'éviter une seconde vague et, si cette dernière survient, d'en limiter les effets. In fine, vingt millions de personnes devraient bénéficier de ce programme.

*Dans le cadre de leur stratégie d'aide à la gestion de la crise du coronavirus, la BERD et la Banque mondiale ont intensifié leurs engagements en Turquie. Le volume des prêts souverains distribués par les bailleurs de fonds et destinés aux hôpitaux ou à d'autres infrastructures publiques pourrait progresser rapidement à court terme.*

## Le soutien de Türk Eximbank au tissu exportateur turc dans le contexte du coronavirus

Agence turque de crédit à l'exportation, Türk Eximbank, 8<sup>ème</sup> plus grande banque turque en matière de crédit bancaire, est montée en puissance ces dernières années, portée par les objectifs gouvernementaux en matière de hausse des exportations. En réponse à la crise du coronavirus, Türk Eximbank a présenté un ensemble de facilités destinées à soutenir la trésorerie des exportateurs turcs. En 2020, 26,3% des exportations du pays seront soutenues par l'agence.

### ***La stratégie de Türk Eximbank est alignée sur les objectifs gouvernementaux en matière de soutien aux secteurs à fort potentiel et de diversification des exportations***

Intégralement détenue par le Trésor turc, Türk Eximbank a vu son portefeuille augmenter ces dernières années (ses actifs totaux ont augmenté de 16,8% en 2019 en g.a. pour atteindre 162,9 Mds TRY, avec une hausse de 70% de son profit net par rapport à 2018), signe de sa montée en puissance. En effet, le gouvernement souhaitant fonder la stabilisation de la croissance économique sur la hausse des revenus tirés des exportations (dont la contribution au PIB s'élève à environ 30% en 2019), Türk Eximbank est devenue la pierre angulaire de cette ambition. Ainsi, le 11<sup>ème</sup> plan de développement en matière de commerce extérieur prévoit d'augmenter les fonds propres de la banque de 1,3 Mds USD d'ici 2023.

Cinq secteurs à fort potentiel d'exportation ont été identifiés (machines, automobile, électrique et électronique, chimie et agroalimentaire) – Cf. Export

Master Plan présenté en septembre 2019 par la ministre du Commerce - et font l'objet d'un soutien particulier de Türk Eximbank. A ce titre, la banque participe au paquet financier (« İVME»), d'un montant de 4 Mds USD, annoncé en mai 2019 par le ministre du Trésor, devant soutenir les secteurs à fort potentiel mais déficitaires dans la balance commerciale turque.

La diversification sectorielle s'accompagne d'une volonté de diversification géographique, Türk Eximbank ayant pour objectif de soutenir le développement de nouveaux marchés d'exportation. Si l'Union européenne, premier partenaire commercial de la Turquie, demeure une région d'intervention privilégiée (52% des crédits à court terme distribués par la banque), Türk Eximbank accompagne de plus en plus d'entreprises en Afrique, continent vers lequel les exportations turques ont augmenté de 40% en dix ans. Ces dernières années, Türk Eximbank a participé au financement de grands projets en Afrique, auxquels des entreprises turques ont participé (complexe multisports de Japoma au Cameroun, palais des sports de Diamniadio au Sénégal, etc.), tandis qu'un accord de prêt serait en discussion avec Afreximbank (Banque Africaine d'Import-Export). En outre, les Balkans, le Moyen-Orient et l'Asie centrale font également l'objet d'interventions de plus en plus fréquentes de l'agence turque.

Türk Eximbank se concentre sur les activités de crédits et soutien principalement les PME. En 2019, la Banque a distribué 44,1 Mds USD de financements (26,7 Mds USD de crédits et 17,4 Mds USD d'assurances et garanties), a soutenu 25,7% des exportations du pays et a représenté 52% des crédits exports distribués en Turquie. Ces dix dernières années, l'activité de Türk Eximbank a significativement évolué et se concentre dorénavant sur les crédits, qui ont représenté 60% des financements en 2019 (contre 46% en 2008), tandis que les assurances et garanties ne représentaient plus que 40% des financements (contre 54% en 2008). Par ailleurs, Türk Eximbank a orienté sa stratégie de financement vers les PME, qui représentent actuellement plus de 70% de ses interventions financières (principalement via des crédits à court terme) contre moins de la moitié en 2008.

Par ailleurs, en 2020, Türk Eximbank a revu à la baisse les taux d'intérêt de ses crédits délivrés en lire turque et en devises étrangères afin de soutenir les exportations turques. En janvier 2020, la ministre du Commerce a annoncé que la banque avait abaissé le taux d'intérêt de ses crédits en monnaie locale destinés

au secteur des hautes technologies et aux PME, passant de 8,79% à 7,95% (contre 17,60% au mois de juin 2019). Enfin, après une baisse de 100 pdb en décembre dernier, Türk Eximbank a, de nouveau, revu à la baisse les taux d'intérêt des crédits en devises étrangères en février (baisse de 60 à 140 pdb selon leur maturité). En 2020, l'agence turque de crédit à l'exportation prévoit de distribuer 28,9 Mds USD de crédits et 21,1 Mds USD d'assurances et de garanties (soit 50 Mds USD au total), représentant 26,3% des exportations du pays.

### ***Les principales mesures de soutien de Türk Eximbank au plus fort de la crise et sa vision stratégique à moyen terme***

#### Principales mesures mises en place par Türk Eximbank afin de soutenir l'appareil exportateur turc

- Recours au réescompte des crédits en lire turque afin de faciliter l'accès des exportateurs turcs au financement. Les entreprises qui peuvent recourir au réescompte de crédit en devises, les entreprises du secteur des services activent à l'étranger et les entreprises participant à des salons internationaux pourront bénéficier d'une facilité de crédit (3,3 M USD pour les PME et 6,5 M USD pour les autres) d'une maturité de 360 jours.
- Coopération avec le Fonds de garantie du crédit (KGF). Le réescompte des crédits en lire turque s'applique aux garanties de ce fonds, qui est activement utilisé pour faciliter l'accès aux crédits des sociétés (notamment depuis la crise de 2018) avec des garanties fournies par le Trésor turc.
- Extension sans frais supplémentaire de la durée des assurances contractées.
- Extension des délais de remboursement des crédits, de trois mois pour les crédits financés via la Banque centrale et de six mois pour les crédits financés via Türk Eximbank ainsi que pour les crédits à l'exportation avant expédition (PSEC). L'extension de la durée des crédits est assortie d'un taux d'intérêt inférieur aux taux conventionnels.
- Pour les nouveaux crédits ou les engagements de crédit non finalisés, réduction du montant de l'engagement et des pénalités en vigueur.

#### Les objectifs de la banque à moyen terme

Dans le cadre des programmes de prêts internationaux et afin d'accroître la diversification géographique de l'appareil exportateur turc, Türk Eximbank souhaite étendre les accords signés avec des banques étrangères

(Moyen-Orient, Balkans, Asie, etc.) afin de fournir un financement aux acheteurs étrangers désireux d'importer des marchandises en provenance de Turquie (et pouvant bénéficier de solutions de paiement différé). Dans le même ordre d'idées, Türk Eximbank pourrait développer de nouveaux partenariats avec d'autres agences de crédit à l'exportation et, dans un contexte de sortie de crise post-coronavirus, avec des bailleurs de fonds multilatéraux, très présents en Turquie.

## STRATEGIES SECTORIELLES

### Prévisions de reprise de l'économie réelle en Turquie

L'amélioration de la situation sanitaire et la levée des principales mesures de restriction relâchent la pression sur les principaux secteurs de l'économie turque, dont le pic de contraction de l'activité a été atteint. Néanmoins, le redémarrage n'est pas uniforme à l'ensemble des secteurs d'activité et les incertitudes entourant le rebond de la consommation intérieure (60% du PIB) ainsi que de la reprise de la demande externe rendent les projections incertaines.

#### ***L'industrie manufacturière entrevoit les prémices d'une reprise qui reste toutefois conditionnée au rebond de la demande interne et des débouchés commerciaux***

La contraction de la production manufacturière a atteint son zénith en avril (l'indice de la production industrielle avait alors diminué de -31,4% en g.a) et s'est poursuivie en mai dans des proportions néanmoins plus réduites : l'indice PMI manufacturier demeure inférieur à 50 (indiquant une contraction de l'activité du secteur) mais est passé de 33,4 en avril à 40,9 en mai. De plus, en mai, le taux d'utilisation des capacités de production a enregistré sa première hausse depuis mars (+1 point en g.a) pour atteindre 62,7% et l'emploi manufacturier s'est réduit dans des proportions moindres qu'en avril. Le rebond de la demande interne et externe, la levée des restrictions de déplacement et la reprise des chaînes d'approvisionnement (raccourcissement des délais de livraison) favorisent le rebond de la production industrielle. La Turquie, qui a veillé à limiter la baisse de ses capacités de production durant la crise sanitaire, se trouve en capacité de répondre à la reprise de la demande. Ce redémarrage n'est cependant pas uniforme à l'ensemble des secteurs industriels.

- Tous les sites de production automobile ont dorénavant repris leur activité, dès fin avril pour certains constructeurs, n'empêchant pas

la production d'enregistrer une baisse significative de 91% en avril et de 54% en mai en g.a. Par ailleurs, si la capacité installée utilisée est passée d'environ 40% fin avril à 60% actuellement, les professionnels du secteur estiment que le retour à une capacité normale ne se fera pas avant mi-juillet. Par-dessus tout, alors que la grande majorité des véhicules produits en Turquie est exportée, la reprise restera corrélée à la situation du marché européen (qui représente 77% des exportations automobiles turques). Cela étant, la production pourrait être alimentée par la demande locale : malgré une baisse de 2% des ventes totales en mai, les ventes de véhicules légers ont augmenté de 21,6%, et ce alors que les facilités de crédits à destination des véhicules produits en Turquie ainsi que la demande différée devraient avoir des effets positifs sur les ventes automobiles dans les prochains mois. In fine, pour 2020, l'association des équipementiers automobiles (TAYSAD) anticipe une baisse de la production totale de véhicules en Turquie de 26% en g.a. Les équipementiers, quant à eux, anticipent une baisse de leur chiffre d'affaires de 25% en 2020 et une réduction significative de l'emploi (15% des « cols bleus »).

- L'activité du secteur du textile demeure atone, le taux d'utilisation des capacités de production du secteur textile et du prêt-à-porter en mai est largement en recul par rapport à l'année précédente : respectivement 46,2% (contre 78,7% en mai 2019) et 38,3% (contre 83,4% en mai 2019). Cela étant, une reprise très forte du secteur est anticipée au second semestre par les professionnels qui, dans le cadre de la stratégie de diversification des chaînes d'approvisionnement, souhaitent se positionner en fournisseur alternatif à la Chine.
- La production d'acier brut en Turquie n'a pas connu d'évolution significative sur les quatre premiers mois de l'année en cours (11,3 millions de tonnes, +0,1% en g.a), malgré une forte baisse de 26,3% en g.a en avril 2020, imputable à la crise sanitaire. Cela étant, l'industrie sidérurgique a été confrontée à une baisse significative des exportations d'acier (-23 % en g.a) au cours des cinq premiers mois de l'année en cours. La crise sanitaire n'explique néanmoins pas à elle seule cette contraction : les tensions commerciales propres au secteur avec certains de ses partenaires (UE, Etats-

Unis) continueront à pénaliser le secteur sur le long terme.

- L'industrie pharmaceutique n'a pas connu de ralentissement de la production, au contraire, le secteur a été particulièrement actif durant la crise sanitaire : le taux d'utilisation des capacités de production du secteur a été plus élevé en mai 2020 (72,5%) qu'en mai 2019 (70,5%). En ce qui concerne la chimie (produits chimiques et à base de caoutchouc), la production a diminué en mai, de même que les exportations (-17% en g.a au cours des cinq premiers mois de l'année avec une nette accélération en avril et mai). Néanmoins, la hausse des exportations de produits plastiques (emballage notamment) et de produits médicaux pourrait permettre à l'industrie chimique d'atteindre en 2020 le même niveau d'exportations qu'en 2019.
- L'activité de l'industrie aéronautique demeure sinistrée, les seules commandes concernent le secteur de la défense. Les industriels tentent de se réorienter vers d'autres activités parallèles, telles que la mécanique de précision ou encore l'énergie.

***Les autres principaux secteurs de l'économie turque, à l'exception de l'agriculture et des technologies, sont confrontés à des difficultés persistantes***

Alors que la baisse des ventes de commerce de détail a atteint 19,3% en g.a en avril, la réouverture progressive des centres commerciaux dès le 11 mai n'a pas eu l'effet escompté pour le secteur de la distribution, dont la fréquentation quotidienne a été divisée par trois (2,3 M de visites contre 6,5 M en moyenne avant la crise sanitaire). Malgré l'ouverture des points de vente, le secteur restera pénalisé par une consommation qui devrait rester atone jusqu'à la fin de l'année.

Les projets d'infrastructures engagés se poursuivent mais les nouveaux projets prévus par les municipalités sont repoussés. Dans son ensemble, le secteur de la construction, déjà pénalisé par la crise économique de 2018, a été confronté à une baisse d'activité durant la crise sanitaire, principalement sur le segment résidentiel privé, les ventes immobilières ayant diminué de 45% en g.a en mai. Suite aux mesures mises en oeuvre début juin par les autorités visant à faciliter l'achat de logements (abaissement des taux d'emprunt à des niveaux inédits, allongement des maturités, délais de grâce, etc.), la demande quotidienne en biens immobiliers a augmenté. Néanmoins, ce soutien ne

pourra à lui seul assurer une reprise pérenne du secteur et permettre d'absorber le très important stock de biens invendus.

La situation du secteur des transports est hétéroclite. Pour le transport aérien de passagers, les pertes liées à la crise s'évalueraient à 7,5 Mds USD, et ce alors que le nombre de voyageurs dans les aéroports de Turquie a diminué de 55% en g.a sur les cinq premiers mois de l'année. Les compagnies aériennes turques mènent actuellement une stratégie d'offre visant à relancer l'activité. Toutefois, cet été, la demande devrait être réduite de 50% à 60%. Le transport de fret par voie ferrée, quant à lui, a beaucoup progressé durant la crise et devrait continuer dans cet élan (en 2020, il devrait être transporté 20 000 conteneurs et 500 000 tonnes de marchandises sur la ligne BTK, la crise du coronavirus ayant accéléré le développement de la ligne), de même que le transport routier de marchandises. Néanmoins, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur de la logistique et des transports est loin d'avoir retrouvé le niveau d'avant la crise.

Le secteur de l'énergie connaît également une reprise d'activité lente après avoir connu des baisses de consommation d'électricité de l'ordre de 20 à 30%. La reprise de la consommation devrait s'intensifier dans les prochaines semaines et reflétera le niveau de reprise de certains secteurs de l'économie (tertiaire notamment).

Le tourisme, quant à lui, a été très sévèrement touché par la crise sanitaire, la Turquie ayant enregistré une baisse de 99,3% du nombre de touristes en avril par rapport à la même période de l'année passée (voir article ci-dessous). Si, pour redynamiser le secteur, le ministère turc de la Culture et du Tourisme a annoncé la création d'une certification « covid-free » destinée aux professionnels et la réouverture du tourisme de santé, la reprise du secteur demeure pénalisée par les restrictions de déplacements ainsi que par la réticence de certains Etats européens (ex : l'Allemagne, qui représente 10% des arrivées de touristes, déconseille à ses ressortissants de se rendre en Turquie cet été). In fine, les mesures fiscales de soutien spécifiques au secteur et le programme de certification ne suffiront pas pour atteindre les objectifs fixés pour 2020 (57 M de visiteurs et 40 Mds USD de revenus). Jusqu'à deux ans seront nécessaires pour que le secteur retrouve son potentiel.

Le secteur agricole fait exception et a été épargné par le ralentissement de l'activité économique grâce à la

continuité des exportations, au maintien de la demande interne et aux mesures de soutien des autorités. Si, au début de la crise sanitaire, certaines restrictions ont pu causer des problèmes logistiques de transport et d'approvisionnement pour certains produits, le secteur s'est rapidement adapté et la levée récente des restrictions, conjuguée au maintien de la demande, assurent au secteur une activité soutenue.

Dans le même ordre d'idées, le secteur des technologies et de l'innovation a tiré profit de la crise sanitaire, soutenu par les ventes de produits technologiques grand public (+20,8% en g.a au premier trimestre 2020) et de technologies de l'information et de la communication en raison du confinement et du télétravail. Le secteur reste particulièrement attractif et bénéficie du soutien des autorités, notamment en matière de R&D.

*En parallèle à la levée des restrictions (ouverture des frontières, libre circulation à l'intérieur du territoire, ouverture des commerces, restaurants,...) et à la stabilisation de la situation sanitaire, les principaux indicateurs d'activité de l'économie réelle montrent que l'activité est dorénavant en phase de reprise. Cela étant, le redémarrage ne sera pas homogène à l'ensemble des secteurs de l'économie, certains étant durablement pénalisés (tourisme, construction, etc.). Alors que les autorités n'ont pas mis en œuvre de plan sectoriel de relance, en dehors de mesures ponctuelles très ciblées (soutien aux zones franches et aux activités de R&D ou baisse de la TVA dans le secteur du tourisme), l'intensité de la reprise reste conditionnée à un retour durable de la demande interne et externe (particulièrement européenne).*

## Un plan de nature à sauver la saison touristique turque en 2020 ?

Le tourisme, secteur essentiel de l'économie turque en pleine reprise après les années noires de 2016 et 2017, est, en Turquie comme au niveau mondial, fortement affecté par la pandémie compte tenu des restrictions de déplacement, de la suspension totale de l'activité mais également du fait que les principaux pays pourvoyeurs de touristes étrangers sont parmi les plus affectés par la pandémie. Les autorités de la 6<sup>ème</sup> destination touristique mondiale ont tenté de mettre en place des conditions favorables à sa reprise, en soutenant le secteur et en lançant une certification.

***Un secteur essentiel à l'économie turque, fortement affecté par la crise sanitaire***

En 2019, le tourisme a enregistré des performances record en Turquie, avec 51,7 millions de touristes étrangers accueillis et 34,5 Mds USD de recettes (29,5 Mds USD en 2018), en forte progression depuis le point bas de 2016 dû au contexte sécuritaire. Le pays est classé au 6<sup>ème</sup> rang des destinations touristiques mondiales en matière de visiteurs (13<sup>ème</sup> en matière de revenu) et Istanbul est la 10<sup>ème</sup> ville la plus visitée (10 millions de touristes). Il compte 12 000 hébergements totalisant 550 000 chambres. Les touristes sont principalement originaires de Russie (14% du total), d'Allemagne (10%), de Bulgarie (5%), du Royaume-Uni (5%) et d'Iran (4%). La France est 12<sup>ème</sup> et les touristes européens représentent 45% du total. 70% des touristes arrivent en transport aérien, 28% en transport routier et le reste par voie de mer.

La Turquie possède de nombreux atouts : souvent mise en avant, sa situation de carrefour entre les continents lui donne accès en 4h de vol à un bassin d'1 Md de personnes et elle dispose d'une offre touristique diversifiée avec le tourisme de loisir en tête (60%), le tourisme familial (17%), le tourisme d'affaires et celui de shopping. Le tourisme de santé connaît quant à lui une très forte progression (multiplié par deux en 5 ans). Le pays dispose par ailleurs de plusieurs compagnies aériennes nationales, dont Turkish Airlines qui dessert 319 destinations, ou encore Pegasus (77 destinations) et Sun Express (36).

Le tourisme contribue indirectement à 13% du PIB et emploie, directement ou indirectement, 8% des salariés. Il se distingue par de bas niveaux de rémunération (la plupart des employés touchent le revenu minimum local soit environ 320 EUR) et un fort recours aux contrats à temps partiel et aux saisonniers.

Le secteur est sévèrement touché par la crise sanitaire, alors que le début de l'année semblait prometteur (mois de janvier record avec +16% de visiteurs en g.a. et un taux d'occupation des hôtels de 62%, hausse de 3,8% des visiteurs en février). Le taux d'occupation des hôtels a été ramené de 63,8% en mars 2019 à 28,6% en mars 2020, affecté par le confinement partiel mis en place en Turquie et dans le monde qui a entraîné la fermeture de la plupart des hôtels et restaurants à la mi-mars. Le nombre de touristes a chuté de 66 % au cours des 5 premiers mois de 2020. Fin avril, sur les 3 millions personnes qui bénéficiaient du chômage partiel en Turquie, 12% provenait du secteur restauration et hébergement.

### ***Une série de mesures et une certification***

Le tourisme a été inclus dans les secteurs en situation de force majeure du « bouclier de stabilité économique », annoncé le 18 mars, afin d'atténuer les effets économiques de la crise sanitaire. Plusieurs mesures spécifiques ont également été prises (suspension de la mise en place de la taxe d'hébergement dans l'hôtellerie jusqu'en novembre 2020, réduction de la TVA de 18% à 1% pour les vols domestiques, soutien spécifique à Turkish Airlines, report de 6 mois du paiement des servitudes pour les locations d'hôtel).

Le ministère de la Culture et du Tourisme a également lancé la certification « tourisme sûr » destiné aux professionnels du tourisme. Le gouvernement entend capitaliser sur une bonne gestion de la crise sanitaire pour donner confiance aux touristes et sur la réouverture progressive de la plupart des destinations au tourisme.

Cette certification, délivrée par des organismes internationaux, regroupe 4 thèmes principaux : "santé et sécurité des touristes", "santé et sécurité des salariés", "mesures prises dans les infrastructures" et "mesures prises pour le transport" et comprend 132 critères relatifs à la distanciation sociale et à l'hygiène (procédure d'accueil des visiteurs dans les hôtels, formation du personnel, programme d'isolation en cas de maladie, etc.). Ces critères feront l'objet d'audits réguliers mais la certification n'est pas obligatoire, quoique fortement conseillée, et la liste des acteurs certifiés sera communiquée à une large audience. Les lieux d'hébergement devront en revanche obligatoirement respecter les règles énoncées dans la circulaire du ministère de la Culture et du Tourisme sur le processus de "normalisation" datée du 12 mai, reprenant les mêmes thèmes (hygiène, distanciation sociale, etc.). 500 hôtels seraient déjà certifiés et le ministère en prévoit 2 000 sous peu (principalement des 5 étoiles), sur les 12 000 que compte le pays.

Les vols domestiques et internationaux ont repris en juin, dans le respect des standards européens (EASA & ECDC) et internationaux (ICAO et ACI). Les compagnies aériennes adoptent diverses stratégies : certaines préfèrent attendre avant de reprendre tandis que d'autres, comme les turques, en profitent pour gagner des parts de marché. Des tests PCR gratuits ont été mis en place dans les aéroports et aux frontières terrestres grecques et bulgares si un voyageur présente une température supérieure à 37,8° ou d'autres symptômes de la maladie, avec des résultats annoncés disponibles très rapidement (1 à 2 heures). Les autorités ont également annoncé le lancement d'assurances ad-hoc

à des coûts modérés (entre 15 et 23 €) pour une couverture allant de 3 000 à 7 000€.

Consciente que l'enjeu réside en grande partie dans la réouverture des liaisons aériennes et l'assouplissement des conditions de déplacement, la Turquie a également récemment mené des consultations diplomatiques, soulignant la bonne gestion de la crise par la Turquie, sa capacité nationale de production d'équipements nécessaires à la lutte contre la pandémie, l'infrastructure sanitaire du pays, ainsi que le programme de certification.

Enfin, une mesure spécifique de relance de la demande interne de tourisme a été annoncée en juin. Il s'agit de facilités de crédit octroyées par les banques publiques pour les vacances réservées à travers certaines agences de voyage (jusqu'à environ 1 300 EUR, conditions avantageuses, période de grâce de 6 mois, taux d'intérêt de 0,67% par mois) ainsi qu'un échelonnement de paiement par carte de crédit allant jusqu'à 18 mois.

La reprise dépendra cependant du type d'hébergement (plus rapide pour les hôtels boutique, les plus petites structures, les locations de maisons), en lien avec des changements durables d'habitudes de consommation. Certains grands événements internationaux n'auront quant à eux pas lieu cette année

*Les premières mesures de soutien, mises en place rapidement, et l'annonce du programme de certification, ne permettront pas au pays de rattraper ses objectifs pour 2020 (57 millions de visiteurs et 40 Mds USD de revenus) mais ont le mérite de créer une impulsion. La Turquie restera bien évidemment très dépendante de la situation des principaux pays pourvoyeurs de touristes et des restrictions de déplacement. Il faudra plusieurs mois, et jusqu'à 2 ans, pour que l'industrie touristique retrouve son potentiel, ce qui risque de peser sur la trésorerie des établissements.*

## Impact de la crise du coronavirus sur le secteur de l'énergie en Turquie

Dans l'énergie, la Turquie a développé depuis le début des années 2000 une stratégie visant à limiter sa dépendance extérieure et à mettre en valeur les ressources locale : face à la croissance de ses besoins énergétiques, le pays a entrepris un ambitieux programme de construction de centrales, surtout depuis 2007. Par le recours à l'investissement privé, local et étranger, sous des modalités contractuelles diverses (BOT, BO, TOR...) avec au total 75 Mds USD

d'investissements, la capacité installée a doublé au cours des dix dernières années et s'élève à 91,3 GW en 2019, au-dessus des prévisions du plan quinquennal préparé en 2008. Les énergies renouvelables ont considérablement accru leur part dans le mix électrique, faisant du marché des énergies renouvelables turc l'un des marchés les plus importants et dynamiques au monde. En 2019, les sources d'énergie primaire avec le plus grand nombre de centrales sont : le solaire avec 6 901 centrales (5 995,2 MW), l'hydroélectrique avec 682 centrales (28 503 MW), le gaz naturel avec 332 centrales (25 902,3) et l'éolien avec 275 centrales (7 591,2 MW). Avant la crise sanitaire internationale, les objectifs quantitatifs fixés à l'horizon 2023 étaient en passe d'être atteints, à l'exception des projets de centrales nucléaires. Malgré l'impact positif de la chute des cours des hydrocarbures sur le budget de l'Etat, la crise sanitaire et économique aggrave les difficultés dont le secteur de l'énergie pâtissait déjà :

-une baisse des revenus, principalement des distributeurs d'électricité et des exploitants de centrales thermiques, liée à la baisse de la consommation électrique de l'ordre de 15% en avril en g.a; de la consommation de gaz de 19,8% en avril en g.a;

-des problèmes d'approvisionnement en équipements suite aux perturbations logistiques avec la Chine, remettant notamment en cause divers projets dans les ENR;

-un effet de substitution des énergies renouvelables au gaz qui fragilise davantage les producteurs conventionnels dont la moitié des capacités installées étaient déjà à l'arrêt avant la crise sanitaire. La restructuration attendue des prêts à risques du secteur, notamment des entreprises du segment de la distribution d'électricité, devrait être rendue d'autant plus ardue, bien qu'elle soit gérable à plus long terme.

Cette crise sanitaire exacerbe les contradictions d'un secteur soumis à diverses injonctions politiques, en premier lieu dans les énergies conventionnelles. Avec l'accentuation des difficultés, l'objectif central de sécurité énergétique nationale (diversification des approvisionnements et des ressources énergétiques, production nationale, investissements dans les réseaux) pourrait être davantage affirmé, obérant les timides efforts de libéralisation.

***Un effet de substitution conjoncturel des énergies renouvelables au gaz naturel, qui pourrait s'effacer rapidement face aux stratégies gazières internationales***

## Une hausse significative de la part des énergies renouvelables

Alors que la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité bat des records en cette période de ralentissement général de l'activité, l'utilisation de gaz naturel est de manière inédite passée sous la barre des 5% le dimanche 5 avril 2020 (la part du gaz dans le mix électrique a par la suite remonté au-dessus des 6%, et s'établit sur la semaine du 11 mai 2020 à 9% - contre 12,8% sur la même semaine en 2019. La reprise économique devrait permettre une progression de la part du gaz dans les semaines à venir, au détriment notamment de l'énergie éolienne). Cette situation s'explique à la fois par des facteurs saisonniers (arrivée du printemps, fortes pluies en début d'année qui ont permis de remplir les barrages), des facteurs socio-politiques préexistants à la crise sanitaire (le gouvernement a préféré favoriser les centrales hydroélectriques afin de réduire les prix de détail) et par la baisse de la consommation induite par les mesures prophylactiques qui a conduit à une moindre sollicitation des centrales thermiques au profit des capacités d'énergies renouvelables. Sur la semaine du 11 mai 2020, la part totale des énergies renouvelables (en incluant l'énergie hydraulique) ressort ainsi à 61,8%.

De surcroît, les investissements dans ces capacités d'énergies renouvelables se sont accrus en début d'année, avec une mise en service au premier trimestre de 616.8 MW de puissance installée, selon les données de l'entreprise publique Turkish Electricity Transmission Company (TEİAŞ).

## Des projets de capacités en énergies renouvelables néanmoins compromis à court terme par des problèmes d'approvisionnement et à moyen terme par l'impact financier et budgétaire de la crise

Les projets d'investissements en cours dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie...) souffrent de problèmes d'approvisionnement imputables à la désorganisation des chaînes de valeur mondiales due à la pandémie du coronavirus. Ainsi l'Association pour l'Energie Eolienne « TÜREB » a annoncé que la pandémie engendre des retards de production de turbines qui pourraient avoir des répercussions économiques négatives sur les investissements. Elle indique également que les projets dont la mise en œuvre était prévue en décembre 2020 pour bénéficier de YEKDEM sont arrêtés, et qu'il ne sera pas possible de terminer les projets existants à cette date en raison de ces difficultés. Dans le domaine solaire, l'Association pour l'Energie Solaire « GÜNDER » a déclaré qu'une partie importante des matériaux utilisés dans le

domaine solaire proviennent de la Chine. Dans le domaine de la géothermie, les fournisseurs étrangers et nationaux de l'industrie de la géothermie ont reporté leurs approvisionnements en machines et en matériaux à une date incertaine. Selon les professionnels de la géothermie, il existe un risque de ne pas pouvoir terminer les travaux d'installations des équipements avant le 31 décembre 2020. L'Association pour le Développement des investissements dans le Biogaz « BIOGAZDER » a indiqué que les projets d'un montant total d'investissements de 1,2 Md USD ne pourront pas être terminés avant le 31 décembre 2020 en raison de perturbations causées par l'épidémie. Face à ces difficultés, les professionnels ont réclamé de manière unanime une prolongation du dispositif public de tarifs de rachats garantis YEKDEM, ce qui a été accepté sous certaines conditions par l'autorité de régulation EMRA.

Des retards dans les connexions au réseau électrique des projets seront inévitablement observés. Les professionnels anticipent également que la production locale de panneaux solaires sera affectée par la pénurie de matières premières fournies par la Chine, avec une envolée à court terme des prix mondiaux des panneaux photovoltaïques.

En outre, les futurs projets d'énergies renouvelables, dans le cadre du dispositif public de tarifs de rachat garantis YEKDEM, s'avèrent compromis par la détérioration de la situation économique et financière du pays liée à la crise du coronavirus. Ce dispositif, qui expire le 31 décembre 2020, doit en effet être révisé et le gouvernement tablait avant la crise sanitaire sur l'introduction de tarifs de rachat en monnaie locale et non plus en dollar. Avec l'amplification de la baisse de la lire turque induite par la crise sanitaire, le mécanisme revu en monnaie locale sera beaucoup moins attractif pour les investisseurs nationaux et internationaux. Le coût des emprunts (prime de risque CDS de 541 points la semaine du 25 mai 2020) décourage également les investisseurs. Au plan mondial, la chute des cours des hydrocarbures devrait également avoir un effet désincitatif sur les investissements dans les énergies nouvelles.

## L'essor du GNL change la donne

En 2019, les importations de GNL ont fortement augmenté, à hauteur de 28% des importations totales de gaz (en valeurs absolues, en 2019, les importations de GNL de la Turquie ont atteint 9,4 M de tonnes, augmentant de 1,1 M de tonnes par rapport à l'année précédente. Les principaux fournisseurs ont été : l'Egypte avec 300 000 tonnes, Trinité-et-Tobago, la Norvège et la Russie), et sur les quatre premiers mois

de 2020 elles représentent 44% de ces importations, avec une percée des importations américaines (en février 2020, les importations de gaz naturel de la Turquie par rapport au même mois de l'an dernier ont augmenté de 23 %, à 5,261 Mds de mètres cubes. Environ 2,739 Mds de mètres cubes d'importations ont été réalisées via des pipelines, et 2,522 Mds de mètres cubes via des installations de gaz naturel liquéfié. Au cours de cette période, le pays à qui la Turquie a acheté le plus de gaz naturel était la Russie avec 1,112 Mds de mètres cubes, suivie par les États-Unis avec 931 millions de mètres cubes). Profitant de la chute des prix (au 1<sup>er</sup> avril, BOTAŞ payait 228 USD pour chaque millier de mètres cubes de gaz naturel qu'elle importait de Russie. En revanche, elle peut se fournir en GNL beaucoup moins cher avec des contrats au comptant et à moyen terme. Le prix du GNL - tous les 1 000 mètres cubes - sur le marché au comptant se situe entre 80 et 100 USD), la compagnie publique BOTAS a acheté 24 cargaisons en février 2020, 21 en mars et 12 en avril - à comparer à 8 cargaisons en avril 2019.

A court terme, avec la reprise de l'activité économique, les importations de GNL devraient se subsister davantage aux énergies renouvelables, intermittentes, dans le mix de consommation électrique. Ces importations de GNL pourraient accompagner le renforcement d'une filière gazière, pour laquelle le gouvernement poursuit des projets d'investissements dans les terminaux gaziers, le stockage et la modernisation des réseaux de transport (cette filière possède actuellement des capacités de regazéification de 120 millions de mètres cubes par jour).

***La crise accroît les difficultés financières du segment des énergies « conventionnelles », qui restent cependant gérables à moyen terme***

Pour mémoire, avant la crise du coronavirus, le secteur de l'énergie présentait une dette de 47 Mds USD, dont 40 Mds USD émanaient des entreprises de production d'électricité et 7 Mds USD des sociétés de distribution d'électricité. 13 Mds USD de cette dette seraient constitués de prêts non performants, dont 5 Mds USD pour les centrales électriques fonctionnant au charbon, 3,2 Mds USD pour les centrales hydroélectriques (HEPP), 2,7 Mds USD pour la distribution de gaz naturel et 1,9 Mds USD pour la distribution d'électricité.

Dans la génération d'énergie, les entreprises opérant des centrales thermiques ont vu un effondrement de leurs chiffres d'affaires dès la mise en place des premières mesures prophylactiques. Et avant même l'apparition du coronavirus, certaines avaient déjà dû suspendre l'exploitation de leurs centrales en raison de

la sollicitation des énergies intermittentes. A ce jour, au total 7 entreprises de centrales à charbon, 5 HEPP, 8 centrales électriques au gaz naturel et 2 sociétés de distribution d'électricité connaissent des problèmes financiers.

Dans la distribution d'électricité et de gaz, les entreprises, majoritairement des filiales de grands groupes turcs, font face, outre à une diminution de leurs chiffres d'affaires, à des problèmes de collecte de leurs recettes, certains ménages précarisés par la crise ne pouvant assurer le paiement de leurs factures. Dans ces conditions, le gouvernement réfléchit, avec l'aide de la Banque Mondiale, à la mise en place de reports de paiement et des facilités financières pour les ménages. Les distributeurs d'électricité, déjà en proie à des difficultés financières avant la crise sanitaire avec un endettement de 7 Mds USD, sont particulièrement fragilisés, mais à ce stade aucun plan de soutien gouvernemental ne leur a été accordé. Certains acteurs se distinguent néanmoins par leur bonne santé financière, et nourrissent même des projets d'investissements.

*La sortie de crise sera difficile et assez longue pour tout le secteur, avec des niveaux de consommation bas qui ne retrouveront pas les niveaux d'avant-crise avant plusieurs mois, des incertitudes sur les financements des nouveaux projets et sur les réformes du dispositif YEKDEM. Des restructurations sont à prévoir, et en particulier des consolidations sur le segment de la distribution d'électricité. Des opportunités d'acquisition dans les énergies renouvelables, voire dans les énergies conventionnelles, pourraient être saisies à court terme par des investisseurs asiatiques et moyen-orientaux. Quant aux entreprises européennes, certaines entreprises spécialisées dans l'énergie s'intéressent au segment des services énergétiques (efficacité énergétique, « réseaux intelligents », etc.) qui pourraient accélérer son développement dans un contexte de crise économique justifiant une amélioration de la compétitivité des industriels turcs.*

## Point sur la situation des transports et de la logistique en Turquie

En Turquie, avant la crise sanitaire, de nombreuses entreprises du secteur du transport de marchandises et de la logistique connaissaient des difficultés financières persistantes. La crise sanitaire a aggravé ces difficultés. En revanche, pendant la période de confinement, le transport de fret par le mode ferroviaire a beaucoup progressé, et devrait continuer à progresser, tant en valeurs absolues que relatives, en premier lieu dans les corridors connectant des ports. Le segment du

transport urbain de marchandises a également profité de la crise, avec l'explosion des livraisons à domicile.

Depuis le début du dé-confinement, les entreprises du secteur de la logistique et des transports voient leur chiffre d'affaires augmenter, mais d'une manière générale, les niveaux d'avant la crise sanitaire n'ont pas encore été retrouvés. La croissance du transport de marchandises, prononcée mais encore insuffisante pour résorber les pertes de chiffre d'affaires de la crise sanitaire, se heurte à une reprise encore assez lente des secteurs les plus dépendants des exportations (automobile), et à une reprise de la consommation domestique encore assez limitée dans son ampleur.

Dans ces conditions, le mouvement de consolidation du secteur, balbutiant avant la crise, pourrait s'accélérer à terme, surtout sur le segment du transport routier de marchandises, d'autant plus que le gouvernement n'a pas prévu pour le moment de plan de relance sectoriel. La crise sanitaire devrait également accélérer le mouvement d'automatisation de la logistique et des ports déjà enclenché auparavant, et à terme renforcer le positionnement de la logistique turque sur certaines chaînes de valeur internationales, en particulier automobiles, avec la restructuration de ces chaînes depuis l'Asie et la tendance mondiale à leur raccourcissement.

Outre la reprise du secteur des transports et de la logistique, la consommation totale de carburants corrobore un autre phénomène observé dans d'autres pays : le recours au véhicule individuel, en substitution aux transports collectifs, à la fois pour des raisons économiques (baisse des prix des carburants) que sanitaires. Ainsi selon les données du vendredi 8 mai 2020, la Turquie a consommé 52,8 millions de litres de diesel par jour (52 849 151) et 7,5 millions de litres d'essence (7 591 885), soit ses niveaux d'avant la crise.

Avant le 11 mars 2020, premier jour de l'épidémie de coronavirus en Turquie, la consommation de diesel était de 50 millions de litres et celle d'essence de 6 millions de litres. Avec le virus, ces chiffres étaient tombés à 2,3 millions de litres dans le diesel et à 5 millions de litres dans l'essence.

Enfin, le secteur du transport aérien de passagers enregistre des pertes qui s'évalueraient selon certaines sources à 7,5 Mds USD en mars, avril et mai 2020, et ce alors que le nombre de voyageurs dans les aéroports de Turquie a diminué de 55% en g.a sur les cinq premiers mois de l'année 2020 et que le taux d'occupation des avions a été ramené de 80% l'année passée à 60% cette année. Dans ces conditions, les compagnies aériennes

turques mènent actuellement une stratégie d'offre visant à relancer l'activité. Toutefois, cet été, la demande devrait être réduite de 50% à 60%. Ce secteur du transport aérien turc n'est pas dénué d'atouts, et par le passé a pu montrer sa résilience. En particulier, la localisation stratégique d'Istanbul, entre Europe et Asie, permettant à Turkish Airlines de positionner une flotte d'appareils monocouloirs (moyens courriers dont les coûts d'exploitation sont moins élevés que les gros porteurs) pour alimenter un réseau étendu depuis ce hub turc, lui donne un avantage certain sur les marchés internationaux.

### Impact de la crise du coronavirus sur le commerce turc de produits agricoles et agro-alimentaires

Le secteur agricole dans son ensemble a été relativement moins touché que les autres par la pandémie, d'une part grâce à la continuité des exportations des produits essentiels à l'échelle internationale, et d'autre part grâce au maintien de la demande intérieure des principaux produits agricoles. Les restrictions liées au coronavirus ont initialement causé des problèmes logistiques de transport et d'approvisionnement, notamment pour les volailles et les pâtes au début de la pandémie, mais ces ralentissements se sont rapidement normalisés grâce à l'adaptation de ces secteurs. Les exportations de produits agricoles ont été épargnées par la crise notamment, particulièrement les fruits et des légumes frais. Bien que l'impact de la pandémie sur le commerce extérieur des produits agricoles soit négligeable, la crise du coronavirus a démontré les forces, les besoins et les faiblesses du secteur. Ces derniers ouvrent des perspectives pour les opérateurs français notamment.

#### *Analyse du commerce extérieur par produit*

La Turquie a réalisé 2,3 M t d'importation de **blé tendre** durant les quatre premiers mois de 2018 et 2019. Durant la même période de 2020, elle en a importé 2,6Mt. De même, les exportations de **farine** turque sont plutôt stables pendant la pandémie. Elles se sont élevées à 1 Mt en 2018, 1,1 Mt en 2019 et 1 Mt en 2020. Le prix moyen des exportations de blé farine était de 336 USD/t durant les quatre premiers mois de l'année 2019 et de 320 USD/t durant la même période de l'année en cours. La consommation de farine est en hausse dans les ménages turcs car une grande partie des consommateurs ont préparé leurs pains à domicile, permettant de compenser la baisse de la consommation de farine des boulangeries et de

pâtisseries, même si ces dernières ont été exonérées du couvre-feu durant la pandémie.

Durant les quatre premiers mois des trois dernières années, la Turquie a réalisé des importations de **blé dur** de 188 000t en 2018, 357 000t en 2019 et 785 000t en 2020. Le prix moyen des importations de blé dur de quatre premiers mois est de 278 USD/t en 2019 et de 301 USD/t en 2020. Durant les quatre premiers mois des trois dernières années, la Turquie a réalisé des exportations de **pâtes** de 384 000t en 2018, 414 000t en 2019 et 469 000t en 2020. Le prix moyen des exportations de pâtes pendant les quatre premiers mois est 463 USD/t en 2019 et 503 USD/t en 2020. La valeur des exportations de pâtes durant cinq premiers mois de 2020 s'élève à 301 M USD soit une hausse de 19% par rapport à la même période de 2019.

Concernant l'**alimentation animale**, les importations de maïs restent pratiquement inchangées en quantité durant les quatre premiers mois de l'année de 2019 et de 2020, alors que, sur la même période, les importations d'orge ont pratiquement été multipliées par quatre, passant de 121 000t à 475 000t. Par ailleurs, la production de maïs et d'orge devrait être en hausse de respectivement 9,5% et 12% en 2020 par rapport à l'année précédente. La substituabilité de l'orge parmi les plantes fourragères en tant que matière première dans les rations animales et l'attractivité de son prix (le prix mondial d'orge n'a pas connu de hausse sur le marché international) expliquent le maintien des importations durant la crise sanitaire.

Concernant les **fruits et légumes frais**, durant les cinq premiers mois de 2020, les exportations de fruits frais ont légèrement baissé et les exportations de légumes ont augmenté de près de 20% en volume par rapport à la même période de l'année précédente. Malgré la pandémie, les exportations d'agrumes ont augmenté de 30% en valeur (atteignant 326 M USD) et en volume (atteignant 635 000t), contre 252 M USD et 586 000t au cours de la même période en 2019. Les principales destinations des agrumes turques restent inchangées : Russie (118 M USD), Ukraine, Iraq, Roumanie et Pologne. La Russie reste la principale destination des fruits et de légumes frais, les exportations vers ce pays s'élèvent à 228,3 M USD (396400t) entre janvier et mai 2020, soit une hausse de 25,7 % en valeur et de 26% en volume. Le principal produit exporté vers ce pays a été la mandarine (83 119t en volume et 50,7 M USD en valeur), soit une hausse de près de 29% en volume et 34% en valeur durant les cinq premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente. Les autres produits exportés vers ce pays sont la tomate et le citron. Ainsi, le secteur des fruits et légumes frais

s'en sort plutôt bien et a pu satisfaire d'une part la hausse de la demande intérieure et d'autre part la demande extérieure.

La Turquie est le plus grand producteur et exportateur mondial de **noisettes**. Selon les années, elle produit entre 0,5 et 0,7 Mt et exporte 1 à 1,2 Md USD. La Turquie n'a pas été affectée par la crise sanitaire du fait de la saisonnalité de la récolte de ce produit (fin de l'été) et des stocks suffisants.

La Turquie est l'un des acteurs mondiaux majeurs de **fruits secs**, notamment le raisin et la figue. Aucune variation notoire n'a été observée dans les exportations de fruits secs turcs.

A la veille du mois du Ramadan, le secteur de la **viande de volaille** profitait de stocks suffisants. La production de viande de volaille turque a donc été à la hauteur malgré la hausse de la demande interne et externe. Durant les quatre premiers mois de 2020, le nombre de poulets abattus et la quantité de viande de volailles sont respectivement en hausse près de 15% (415 000 têtes) et de 7% (735 000t) par rapport à la même période de l'année précédente. Sur les quatre premiers mois de l'année, les exportations ont connu une hausse de 25% par rapport à la même période de 2018 et près de 12% par rapport à la même période de 2019. Les secteurs de la volaille et de la production d'œufs pourront profiter d'importantes opportunités de développement compte tenu de la hausse de la demande chinoise et de l'ouverture du marché du Moyen-Orient.

Concernant les **poissons**, bien que les exportations soient dans la moyenne durant les quatre premiers mois de 2020 par rapport à la même période des deux années précédentes, on constate une diminution des exportations durant les mois de mars et d'avril en raison du confinement et de la fermeture des restaurants. Même s'il n'est pas officiellement encore chiffré, on peut constater la même situation de baisse durant le mois de mai. Les poissons et les produits de mer sont en grande partie consommés dans la restauration. Or, la fermeture de cette dernière, l'absence des touristes ont eu un effet immédiat sur la consommation intérieure.

Les consommateurs locaux et internationaux ont consommé des **protéagineux** durant la crise. La lentille (verte et rouge) se place au premier rang de la consommation parmi les protéagineux. Les exportateurs turcs ont ainsi pu saisir cette opportunité. Durant les quatre premiers mois de 2020, les exportateurs turcs ont réalisé plus de la moitié de leurs exportations annuelles de lentilles en moyenne.

***Impact de la crise et opportunités pour les opérateurs français***

Les exportations de produits agricoles turcs n'ont globalement pas été impactées par la pandémie. Mais cette dernière a démontré les besoins et les faiblesses du secteur.

#### Transport par voie aérienne

Les représentants des secteurs ont sollicité à plusieurs reprises Turkish Airlines afin d'utiliser la voie aérienne pour pouvoir exporter les produits, notamment les produits facilement périssables. A titre d'exemple, des cerises turques pourraient être transportées par avion au Japon ou en Angleterre dans les prochains jours.

#### Secteur de l'emballage

Les exportateurs turcs pourraient aussi avoir de plus en plus recours aux exportations de produits agricoles emballés à la place de la vente en vrac afin d'accéder rapidement aux marchés pendant la période de consommation.

#### Impact sur la logistique

En raison de la fermeture des frontières terrestres, notamment celles de l'Iraq et de l'Iran, le potentiel des exportateurs turcs a été significativement limité durant la crise.

#### Expansion vers l'Afrique, l'Asie et le Moyen Orient

La dépendance vis-à-vis des marchés irakien et européen a démontré les limites de la stratégie d'exportation de la Turquie. Les opérateurs turcs vont donc tenter de trouver des marchés alternatifs, notamment en Afrique, en Asie et au Moyen Orient.

#### Fragilités du marché russe

Les débouchés importants qu'offrent la Russie pour les exportations turque de fruits et légumes pourraient être affectés par les complications logistiques et politiques. Par ailleurs, les limitations à l'exportation de céréales en provenance de Russie pourraient également conduire les opérateurs turcs à chercher d'autres pays d'approvisionnement.

#### Autosuffisance agricole

Suite aux restrictions d'exportations des produits agricoles à partir de certains pays dont la Turquie est en partie dépendante (ex : blé russe), la question de la sécurité alimentaire est à nouveau à l'ordre du jour.

Malgré ces défis, de nombreuses opportunités demeurent pour les opérateurs français :

#### Stockage des produits

La question de la sécurité alimentaire est redevenue un sujet et une préoccupation majeure. D'ailleurs, le ministère a lancé une campagne de lutte contre la perte

agricole et le gaspillage alimentaire avec la FAO et a affirmé à plusieurs reprises son objectif d'augmenter la capacité des entrepôts. Les investissements français dans le secteur ou celui des équipements pourraient ainsi d'avantage pénétrer le marché turc des céréales.

#### Utilisation de la technologie

L'agriculture turque n'est pas assez mécanisée. L'une des causes est le faible coût de la main d'œuvre. Toutefois, comme en Europe, les limites de l'utilisation de la main d'œuvre du fait des contraintes sur les déplacements pendant la période de confinement ont été observées durant la pandémie. Les opérateurs d'agrotechnologies ont donc un bel avenir devant eux.

#### Agriculture de proximité

Produire et consommer localement deviendront des sujets importants. La Turquie commence à percevoir tout l'intérêt de la création des circuits courts. Le savoir-faire français sur l'agriculture de proximité pourrait être un sujet de coopération franco-turque. Cette coopération pourrait être faite auprès des mairies qui prennent un rôle prépondérant en garantissant aux paysans l'achat de leur récolte.

#### E-commerce

Tous les grands détaillants, proposant des commandes de produits agricoles et alimentaires en ligne, ont eu un grand succès durant la pandémie. Les habitudes d'une certaine partie des consommateurs ont changé durant cette période. En dehors des grandes surfaces comme Migros, CarrefourSA etc., les coopératives agricoles ont également commencé à faire des ventes en ligne.

#### Spiritueux

Le secteur de la distribution de vins et spiritueux est fortement affecté par la crise du fait de l'arrêt de l'activité touristique et de la fermeture des bars, restaurants, boîtes de nuit et hôtels. Malgré la baisse des effets de la pandémie, la reprise de ces derniers ne sera pas à la hauteur. Il y a donc peu d'opportunité pour les exportateurs de vins français.

## Les énergies renouvelables en Azerbaïdjan

### *Un potentiel considérable à valoriser*

#### Une richesse largement inexploitée

En 2019, la production d'électricité de l'Azerbaïdjan n'était assurée qu'à hauteur de 7,3% par le renouvelable. Le pays dépend avant tout de la combustion de gaz (92,8% du bouquet énergétique). Il est par ailleurs un exportateur net d'électricité (environ 5% de sa production). L'entreprise publique Azerenerji

en a généré plus de 80% en 2019. Elle est également responsable de sa distribution et de son exportation.

L'Azerbaïdjan possède pourtant un grand potentiel d'énergies renouvelables, grâce à la diversité de ses zones climatiques : principalement hydroélectrique et solaire, mais aussi dans une moindre mesure éolienne et biomasse. Selon les estimations du ministère de l'Énergie, le potentiel technique du pays serait de 26 000 mégawatts (MW) rien que pour le solaire et l'éolien, alors que les capacités totales de production n'atteignaient pas 1 300 MW début 2020 (17% de la capacité électrique totale).

#### Une volonté politique manifeste

Soucieux de diversifier son économie et confronté à la baisse du prix des hydrocarbures, le gouvernement azerbaïdjanais a décidé de miser sur le secteur du renouvelable pour créer de nouvelles opportunités de croissance et d'emploi. Le pays s'est engagé dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat à diminuer de 35% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. L'objectif est aussi de ralentir la consommation intérieure croissante de gaz afin d'en réserver davantage à l'exportation.

La charge de piloter le développement des énergies renouvelables a été confiée à l'Agence d'État pour les énergies alternatives et renouvelables (ABEMDA), créée en 2009 et rattachée au ministère de l'Énergie. Le gouvernement ambitionne d'étendre à 30% la part du renouvelable dans la production d'électricité d'ici à 2030.

En 2016, l'Azerbaïdjan avait prévu de porter sa puissance installée à 420 MW en quatre ans en construisant 22 centrales dont 6 éoliennes, 10 solaires, et 6 de biomasse pour des capacités de respectivement 350 MW, 50 MW et 20 MW. Ces projets restent limités par rapport à l'échelle des ressources disponibles, et aux ambitions à long-terme du gouvernement.

Une nouvelle réglementation encourageant le développement de ces énergies et mettant en place un cadre juridique fiable, conçue avec l'aide de la BERD, devrait prochainement être adoptée. L'objectif est notamment d'ouvrir le marché de l'énergie au secteur privé et à la concurrence pour attirer des investisseurs étrangers. Le gouvernement ne semble pas cependant décidé à remettre en cause le système actuel, dans lequel le prix de l'énergie est fixé par un organisme d'État, le Conseil des Tarifs, ce qui fragilise la pérennité des projets.

Parallèlement, l'Azerbaïdjan prévoit le lancement de sept à huit centrales éoliennes et solaires de grande ampleur : les deux premières, d'une capacité additionnée de 420 MW, ont été signées au début de l'année 2020 avec des groupes saoudien et émirati. D'autres appels d'offre sont prévus pour l'automne 2020. Des projets permettant de raccorder ces nouvelles unités au réseau électrique national sont également en cours d'élaboration

#### **Aperçu du secteur**

##### Energie hydraulique

La Koura et son affluent l'Araxe dotent l'Azerbaïdjan d'un potentiel d'énergie hydraulique considérable : selon l'OSCE, l'énergie hydraulique pourrait subvenir à 30% des besoins de l'Azerbaïdjan. L'hydroélectricité devrait représenter une part notable du mix énergétique et pourtant en 2019 elle ne dépasse pas 6% (89% du renouvelable). Sa puissance installée était de 1 131 MW en 2017. L'essentiel de cette énergie est produit par de grandes centrales telles que celle de Mingatchevir. Il existe malgré tout de nombreuses petites centrales de producteurs indépendants et autonomes (leur potentiel technique est estimé par l'ABEMDA à 520 MW et par la BERD à 600 MW).

##### Energie solaire

L'irradiation globale horizontale (GHI) relativement élevée (entre 1 387 et 1534 kWh/m<sup>2</sup> sur la plupart du territoire), notamment dans le Nakhitchevan, offre un potentiel d'énergie solaire estimé à 23 040 MW par l'ABEMDA. Pourtant la part du solaire dans le mix énergétique n'atteint pas 0,2% (44,2 GWh). On ne recense que 4 centrales solaires photovoltaïques d'une capacité supérieure à 1 MW, et une seule centrale solaire, dans le Nakhitchevan, d'une puissance de 22 MW. Cinq petites centrales solaires d'une capacité de 2,8 MW et une de 4 MW devraient être installées d'ici la fin de l'année. Un contrat avec la société émirienne Masdar prévoit la construction d'une ferme de 200 MW qui devrait entrer en activité en 2022.

##### Energie éolienne

L'Azerbaïdjan est situé dans une zone très venteuse, notamment le long de la mer Caspienne, si bien que l'ABEMDA estime à 3 000 MW le potentiel éolien, et la BERD à 15 000 MW. L'entreprise publique Azerishiq exploite notamment le parc éolien de Yeni Yashma au nord de Bakou, opérationnel depuis fin 2018 et d'une capacité installée de 50 MW. Début 2020, un contrat a été signé avec la société saoudienne ACWA Power pour

la construction d'une ferme éolienne de 240 MW dans les districts d'Absheron et de Khizi.

### Biomasse

L'ABEMDA évalue le potentiel de la biomasse à 380 MW, et la BERD à 900 MW, grâce aux déchets des principales villes du pays. Au nord de Bakou a été inaugurée en 2012 l'usine de Balakhani (construite et opérée par la société française CNIM) qui génère de l'électricité et valorise 500 000 t de déchets par an. Un FASEP octroyé à la société française SUEZ pour une étude sur la valorisation des boues de Hovshan a également permis d'identifier des nouveaux gisements de biomasse.

### Energie géothermique

L'Azerbaïdjan est riche en sources thermales, principalement dans les régions montagneuses du grand et du petit Caucase, dans la péninsule d'Apchéron et au sud près de la frontière iranienne. Selon la BERD, les capacités actuellement connues pourraient représenter 800 MW.

## La pétrochimie, fer de lance de la diversification des exportations azerbaïdjanaises

Dans le cadre de sa stratégie de diversification économique et de substitution aux importations, l'Azerbaïdjan mise de plus en plus sur la pétrochimie. Les investissements consentis dans les usines de production pétrochimiques sur le territoire national mais aussi en Turquie ont ainsi permis au pays de réduire ses importations de produits pétrochimiques tout en stimulant des exportations qui s'émancipent en partie du cours des hydrocarbures non transformés. La compagnie pétrolière nationale SOCAR contrôle aujourd'hui l'ensemble des acteurs du secteur, permettant ainsi une intégration verticale de la production dans l'idée d'assurer une stratégie d'optimisation des coûts pas forcément avérés dans les faits.

### **Des exportations d'hydrocarbures transformés à plus haute valeur ajoutée**

L'Azerbaïdjan qui a hérité du système soviétique de spécialisation et disposait d'une industrie du raffinage et de la pétrochimie peu développée à l'exception du pôle chimique de Soumgaït, a depuis l'indépendance lancé d'ambitieux projets pour tirer un meilleur parti de la production nationale d'hydrocarbures et réduire sa dépendance au pétrole et au gaz non transformés (plus de 90% des exportations en valeur du pays).

Les résultats sont tangibles : les volumes exportés de produits raffinés et pétrochimiques ont atteint 2,2 Mt en 2019 (+22%), en raison notamment de l'exploitation de l'usine d'urée et du complexe de polymères de SOCAR, ainsi que de la croissance de la production de l'usine de méthanol de SOCAR. L'exportation de produits pétroliers transformés est ainsi en progression constante, générant une valeur ajoutée plus élevée que la simple exportation de brut.

Dans le contexte d'effondrement des prix des hydrocarbures non transformés, on constate au premier trimestre 2020 que SOCAR transfère davantage de pétrole brut et de gaz naturel vers les raffineries nationales. En 2019, la croissance de l'industrie chimique du gaz, en particulier de l'exploitation des usines d'urée et de méthanol de SOCAR, ont participé à la hausse de la consommation intérieure de gaz de 8,7% par rapport à l'année précédente.

### **Investissements récents dans le renouvellement des unités de production**

L'usine de transformation de gaz de SOCAR METHANOL, en activité depuis 2014 dans le district de Garadagh au sud de la capitale, est la seule usine de ce type dans la région. L'usine est estimée à 520 M USD et a été absorbée par SOCAR en août 2017. Forte d'une capacité annuelle de 650 000 – 700 000 t de méthanol, l'usine ne fonctionne aujourd'hui qu'à la moitié de sa capacité et cherche à porter sa production à 500 000 t annuelles dans un avenir proche. L'Azerbaïdjan a ainsi produit 161 100 t de méthanol en janvier-avril 2020, (+67,6% en g.a.), dont la quasi-totalité (95%) est destinée à l'exportation.

SOCAR POLYMER, co-entreprise entre SOCAR et les conglomérats privés Pasha et Azersun, a récemment lancé un complexe de deux usines (816 M USD) produisant 180 000 t de polypropylène et 120 000 t de polyéthylène à haute densité par an, respectivement inaugurées en juillet 2018 et février 2019. La compétitivité de la production majoritairement exportée de SOCAR POLYMER repose sur les exonérations fiscales et douanières dont l'entreprise bénéficie en tant que résidente du parc chimique et industriel de Soumgaït (SCIP) et sur le bas coût des intrants fournis par AZERIKIMYA, également sous le contrôle de SOCAR. SOCAR POLYMER assurait en février 2020 disposer des seconds intrants les plus abordables au monde, grâce notamment à l'introduction d'un plafond des prix correspondant à un ratio du prix du produit final (le propylène ne pouvant par exemple pas dépasser 40% du prix du polypropylène). Les principaux marchés d'exportation sont la Turquie (plus de la moitié

des achats en 2019) et la Russie, mais également les pays de la CEI (Biélorussie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Ukraine et Turkménistan), l'Europe de l'Est (Pologne et Lituanie) et récemment la Chine et Taïwan. Au premier trimestre 2020, SOCAR POLYMER a produit plus de 49 000 t de produits polymères (+79% en g.a.), dont 89 % ont été exportées

L'usine de production d'engrais de SOCAR CARBAMIDE (800 M USD) a été mise en activité en janvier 2019. Partie intégrante de la stratégie de substitution aux importations du gouvernement, la production de l'usine élimine la nécessité d'importer des engrais azotés et fait au contraire de l'Azerbaïdjan un exportateur de ces produits. SOCAR CARBAMIDE a ainsi une capacité annuelle de 650 000 t d'engrais, dont 70 % sont destinés à l'exportation. Au premier trimestre 2020, environ 43 000 t d'urée ont été exportées.

En Turquie, les investissements de SOCAR dépassent désormais les 15 Mds USD, dont une part importante dans la pétrochimie. Depuis 2008, SOCAR détient 51% de PETKIM (400 M USD), entreprise pétrochimique de Turquie et à ce titre a participé au projet de construction de la raffinerie STAR (6,3 Mds USD, mise en production en octobre 2018), qui produit du carburant JP-5, carburant utilisé pour les jets militaires, et du gasoil.

## Projets en cours

### Modernisation d'unités existantes

La rénovation de l'usine d'éthylène-polyéthylène d'AZERIKIMYA (320 M USD) par TECHNIP (bureau de Rome) est en cours depuis 2017 et devrait prendre fin au troisième trimestre 2020, portant ses capacités annuelles de production d'éthylène à 192 000 t et celles de propylène à 187 000 t. L'usine d'AZERIKIMYA, en activité depuis 1989, est passée sous la tutelle de SOCAR en 2010. AZERIKIMYA produit aujourd'hui des matières premières pour les nouvelles unités de production de polypropylène et de polyéthylène de SOCAR POLYMER, et a ainsi raffiné environ 167 000 t de produits intermédiaires au premier trimestre 2020.

La raffinerie Heydar Aliyev de Bakou, en activité depuis 1953, fait l'objet d'une réhabilitation et d'une modernisation estimées à 2,2 Mds USD. De nouvelles infrastructures devraient notamment permettre d'augmenter la production annuelle de bitume de 250 000 t à 400 000 t, de produire des carburants de normes Euro 5 à l'horizon 2020-2021, et de porter la capacité de traitement de la raffinerie à 7,5 Mt d'ici 2024-2025. Le propane-propylène (180 000 t/an) et le butane-butylène (178 000 t/an) seront redirigés comme

matières premières au bénéfice d'AZERIKIMYA. Les importants délais constatés dans la mise en œuvre des travaux rendent plus incertaine la perspective de leur conclusion dans les délais impartis.

### Projet SOCAR GPC (pétrochimie de gaz)

SOCAR a également lancé un projet pétrochimique à partir de gaz naturel, baptisé GPC et estimé à 4,5 Mds USD. Le montage financier du projet envisage de faire appel à des crédits export européens et coréens, avec potentiellement une participation japonaise et russe. Le complexe situé à Garadagh (15km au sud de Bakou) devrait traiter annuellement 10 Mds m<sup>3</sup> de gaz et produire environ 600 000 t de polyéthylène et 120 000 t de propylène. Le propylène sera livré à SOCAR POLYMER pour la production de polypropylène à Soumgaït. Au-delà de l'intégration avec les unités de production nationales, SOCAR GPC compte principalement exporter sa production vers la Turquie (à travers son site de PETKIM et la raffinerie STAR), la Chine et l'Union européenne. La nouvelle raffinerie de pétrole qui devait initialement être construite dans le cadre du projet GPC a finalement été abandonnée au profit de la modernisation de la raffinerie Heydar Aliyev.

TECHNIP ENERGIES a répondu à l'appel d'offre pour le montage du projet GPC, en association avec Hyundai (minoritaire). L'enjeu est important, la part TECHNIP étant estimée à environ 1,2 Md USD (20% de part française, 30% de part italienne et 25% de part locale). TECHNIP est en concurrence avec un consortium russo-nippo-coréen. SOCAR et le gouvernement ont jusqu'à fin août 2020 pour prendre une décision, date d'expiration de la validité des offres des soumissionnaires.

### Nouveaux investissements de SOCAR en Turquie

Enfin, SOCAR envisage la construction d'un second complexe pétrochimique en Turquie (1,8 Md USD), en association paritaire avec BP. Comme en Azerbaïdjan, le projet « Mercury » à Aliaga (Izmir) se place dans une logique d'intégration verticale et de substitution aux importations : le site devrait permettre à PETKIM de répondre à 40% des besoins turcs en produits pétrochimiques (contre 18% actuellement) et de mettre fin aux importations turques d'acide téréphtalique purifié (PTA). Le complexe devrait ainsi produire annuellement 1,25 Mt de PTA, 840 000 t de paraxylène (PX) et 340 000 t de benzène. L'intégration de la raffinerie STAR, qui produit les intrants nécessaires à la production de PETKIM et rend désormais superflue l'importation de ces derniers, avait déjà permis une

production pétrochimique record en 2019 (3,4 M tonnes, +24%).

Dans le contexte de chute du cours des hydrocarbures, SOCAR et BP ont reporté la décision finale d'investissement sur le projet, initialement prévue pour la fin 2020, au quatrième semestre 2021.

## ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI

|   |  |
|---|--|
| <p><b>Monsieur Daniel GALLISSAIRES</b><br/>Chef du SER d'Ankara - Turquie<br/>Téléphone : +90.312.405.49.18<br/>Courriel : <a href="mailto:daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr">daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr</a></p>           |  |
| <p><b>Monsieur Thierry BOREL</b><br/>Adjoint au Chef du SER d'Ankara -<br/>Conseiller financier<br/>Téléphone : +90.312.405.49.23<br/>Courriel : <a href="mailto:thierry.borel@dgtresor.gouv.fr">thierry.borel@dgtresor.gouv.fr</a></p> | <p><b>Monsieur Antoine AUCUIT</b><br/>Attaché économique<br/>Téléphone : +90.212.982.02.85<br/>Courriel : <a href="mailto:antoine.aucuit@dgtresor.gouv.fr">antoine.aucuit@dgtresor.gouv.fr</a></p> |
| <p><b>Monsieur Ahmet M. AYDOGDU</b><br/>Attaché financier<br/>Téléphone : +90.312.405.49.22<br/>Courriel : <a href="mailto:ahmet.aydogdu@dgtresor.gouv.fr">ahmet.aydogdu@dgtresor.gouv.fr</a></p>                                       | <p><b>Monsieur Nicolas BIC</b><br/>Attaché économique<br/>Téléphone : +90.312.405.49.20<br/>Courriel : <a href="mailto:nicolas.bic@dgtresor.gouv.fr">nicolas.bic@dgtresor.gouv.fr</a></p>          |

|  |
|--|
| <p><b>Madame Elodie LAUGIER</b><br/>Déléguée du chef de service économique<br/>régional à Istanbul<br/>Téléphone : +90.212.982.02.81<br/>Courriel : <a href="mailto:elodie.laugier@dgtresor.gouv.fr">elodie.laugier@dgtresor.gouv.fr</a></p> |
| <p><b>Madame Burcu DEMIRDAG</b><br/>Attachée énergies &amp; affaires industrielles<br/>Téléphone : +90.212.982.02.99<br/>Courriel : <a href="mailto:burcu.demirdag@dgtresor.gouv.fr">burcu.demirdag@dgtresor.gouv.fr</a></p>                 |

|   |
|---|
| <p><b>Monsieur François VIEL</b><br/>Conseiller pour les affaires agricoles<br/>Téléphone : +90.312.405.49.27<br/>Courriel : <a href="mailto:francois.viel@dgtresor.gouv.fr">francois.viel@dgtresor.gouv.fr</a></p> |
| <p><b>Monsieur Bozkurt OZSEREZLI</b><br/>Attaché agricole<br/>Téléphone : +90.312.405.49.25<br/>Courriel : <a href="mailto:bozkurt.ozserezli@dgtresor.gouv.fr">bozkurt.ozserezli@dgtresor.gouv.fr</a></p>           |

|  |
|--|
| <p><b>Monsieur Maxime JEBALI</b><br/>Conseiller en développement durable<br/>Téléphone : +90.312.405.49.30<br/>Courriel : <a href="mailto:maxime.jebali@dgtresor.gouv.fr">maxime.jebali@dgtresor.gouv.fr</a></p> |
| <p><b>Monsieur Berat DURMUS</b><br/>Attaché développement durable<br/>Téléphone : +90.312.405.49.29<br/>Courriel : <a href="mailto:berat.durmus@dgtresor.gouv.fr">berat.durmus@dgtresor.gouv.fr</a></p>          |

### SE de Bakou

|  |  |
|--|--|
| <p><b>Monsieur Serge KREBS</b><br/>Chef du Service économique - Azerbaïdjan &amp; Turkménistan<br/>Téléphone : +994.12.490.81.33<br/>Courriel : <a href="mailto:serge.krebs@dgtresor.gouv.fr">serge.krebs@dgtresor.gouv.fr</a></p> |  |
| <p><b>Monsieur Shahin HUSEYNLI</b><br/>Attaché agricole et développement durable<br/>Téléphone : +994.12.490.81.30<br/>Courriel : <a href="mailto:shahin.huseynli@dgtresor.gouv.fr">shahin.huseynli@dgtresor.gouv.fr</a></p>       | <p><b>Monsieur Théophile PASTRE</b><br/>Attaché économique<br/>Téléphone : +994.12.490.81.32<br/>Courriel : <a href="mailto:theophile.pastre@dgtresor.gouv.fr">theophile.pastre@dgtresor.gouv.fr</a></p> |

### SE de Tbilissi

|  |
|--|
| <p><b>Madame Ioulia SAUTHIER</b><br/>Cheffe du Service économique - Géorgie<br/>Téléphone : +995.322.721.402<br/>Courriel : <a href="mailto:ioulia.sauthier@dgtresor.gouv.fr">ioulia.sauthier@dgtresor.gouv.fr</a></p> |
|--|

## CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE



### Données générales :

Superficie : 779 452 km<sup>2</sup>

Population : 82 377 000 (2019)

Régime politique : Régime présidentiel

Parti au pouvoir : AKP

Président de la République : M. Recep Tayyip Erdoğan

Vice-président de la République: M. Fuat Oktay

Président du Parlement : M. Mustafa Şentop

Ministre du Trésor et des Finances : M. Berat Albayrak

Ministre du Commerce : Mme. Ruhsar Pekcan

Monnaie : livre turque (TRY)

Au 30/06/2020 :

1 USD = 6,8555 TRY

1 EUR = 7,6858 TRY

Taux d'inflation annuel : 12% (prévision FMI 2020)

Dette publique : 33,1% du PIB (2019)

Importations : 210 Mds USD (2019)

Exportations : 181 Mds USD (2019)

## CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN

|  |  |
|--|--|
|  <p><b>GÉORGIE</b></p>       | <p><b>Superficie :</b> 69 700 km<sup>2</sup><br/> <b>Population :</b> 3 723 500 (2019)<br/> <b>Régime politique :</b> République unitaire<br/> <b>Parti au pouvoir :</b> Parti du Rêve<br/> <b>Président de la République :</b> Mme. Salomé Zourabichvili<br/> <b>Premier ministre :</b> M. Giorgi Gakharia<br/> <b>Ministre des Finances :</b> M. Ivane Machavariani<br/> <b>Ministre de l'Economie :</b> M. Natela Turnava<br/> <b>Monnaie :</b> Lari (GEL)<br/> <b>Au 01/07/2020 :</b><br/>                     1 USD = 3,0568 GEL<br/>                     1 EUR = 3,4282 GEL<br/> <b>Taux d'inflation annuel :</b> 4,6% (prévision FMI pour 2020)<br/> <b>Dettes publiques :</b> 43,4% du PIB (2018)<br/> <b>Solde commercial :</b> -5,4 Mds USD (2019)</p>   |
|  <p><b>AZERBAÏDJAN</b></p>   | <p><b>Superficie :</b> 86 600 km<sup>2</sup><br/> <b>Population :</b> 9 981 500 (2019)<br/> <b>Régime politique :</b> République présidentielle<br/> <b>Parti au pouvoir :</b> Parti du Nouvel Azerbaïdjan<br/> <b>Président de la République :</b> M. Ilham Aliyev<br/> <b>Premier ministre :</b> M. Ali Asadov<br/> <b>Ministre des Finances :</b> M. Samir Sharifov<br/> <b>Monnaie :</b> Manat azerbaïdjanais (AZN)<br/> <b>Au 01/07/2020 :</b><br/>                     1 USD = 1,7000 AZN<br/>                     1 EUR = 1,9073 AZN<br/> <b>Taux d'inflation annuel :</b> 3,3% (prévision du FMI pour 2020)<br/> <b>Dettes publiques :</b> 47,8% du PIB (prévision du FMI pour 2020)<br/> <b>Solde commercial :</b> +8,3 Mds USD (prévision du FMI pour 2019)</p>  |
|  <p><b>TURKMENISTAN</b></p> | <p><b>Superficie :</b> 491 210 km<sup>2</sup><br/> <b>Population :</b> 5 850 908 (2018)<br/> <b>Régime politique :</b> Présidentiel<br/> <b>Parti au pouvoir :</b> Parti démocratique du Turkménistan<br/> <b>Président de la République :</b> M. Gurbangouli Berdimoukhamedov<br/> <b>Président du cabinet des Ministres :</b> M. Gurbangouli Berdimoukhamedov<br/> <b>Ministre des Finances et de l'Economie :</b> M. Ezizgeldi Annamuhammedov<br/> <b>Monnaie :</b> Manat Turkmène (TMT)<br/> <b>Au 01/07/2020 :</b><br/>                     1 USD = 3,5000 TMT<br/>                     1 EUR = 3,9214 TMT<br/> <b>Taux d'inflation annuel :</b> 8% (prévision du FMI pour 2020)<br/> <b>Dettes publiques :</b> 30,7% du PIB (prévision du FMI pour 2019)<br/> <b>Solde commercial :</b> +7,2 Mds USD (estimation du FMI pour 2019)</p> |

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Ankara (adresser les demandes à [ankara@dtresor.gouv.fr](mailto:ankara@dtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



### Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1  
 Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E, n°444, Kat.6, Kavaklıdere  
 Ankara 06680, TURQUIE

**Directeur de la publication :** Daniel Gallissaires.  
**Avec les contributions de :** Ahmet Aydogdu, Nicolas Bic, Thierry Borel, Burcu Demirdag, Berat Durmus, Maxime Jebali, Razan Kanaan, Serge Krebs, Elodie Laugier, Bozkurt Ozserezli, Théophile Pastré, François Viel.  
 Version du 1<sup>er</sup> juillet 2020.